

CENTRE DU MALI : ENJEUX ET DANGERS D'UNE CRISE NÉGLIGÉE

Adam Thiam

mars 2017

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire

Médiation pour la paix

Institut du Macina

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation.

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette étude sont ceux de l'auteur, et ne représentent pas nécessairement les vues du Centre pour le dialogue humanitaire. De plus, ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme reflétant la position de l'Ambassade royale du Danemark au Mali ou du Ministère danois des Affaires étrangères.

© Centre pour le dialogue humanitaire, 2017

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.

**CENTRE DU MALI :
ENJEUX ET DANGERS
D'UNE CRISE NÉGLIGÉE**

Adam Thiam

Dès que vous assistez à une querelle, si minime soit-elle, intervenez, séparez les combattants et faites tout pour les réconcilier ! Car le feu et la querelle sont les deux seules choses qui, sur cette terre, peuvent mettre au monde des enfants plus colossaux qu'eux-mêmes : un incendie ou une guerre.

Amadou Hampaté Bâ

AVANT-PROPOS

Certes, depuis 2013, les voitures de la Police islamique ne patrouillent plus dans la ville de Gao, pas plus que ne se tiennent le vendredi à Tombouctou les audiences du Tribunal islamique. Sous ce regard, le Nord malien n'est plus le califat de 2012. Mais l'extrémisme violent a hélas élargi le périmètre de son action dans le Sahel. Il frappe, de manière de plus en plus récurrente, les prolongements nigériens de l'Azawak et du Tamesna et il sévit dans la bande burkinabé de l'Agacher, rendant plus évident encore le caractère indivisible de la sécurité et de la stabilité des pays de la sous-région et indispensables leurs efforts de construction d'un espace commun de sécurité et de développement.

Au Mali, la stratégie djihadiste, à double détente, est dessinée : dans un premier temps, garder des positions au Nord du Mali, si marginales soient-elles; dans un second temps, s'étendre au Centre pour le sanctuariser progressivement par des attaques répétées dans le Seeno, le Delta intérieur du Niger, le Kareri, le Nampalari et le Wagadou. Nous sommes, il est vrai, autour du 14^e parallèle : c'est l'arc de l'insécurité alimentaire pour le système d'alerte précoce contre la famine. Il représente désormais un arc d'insécurité tout court, et occupe une place de choix dans le système d'interconnexion avec les différents vecteurs de la criminalité transnationale organisée.

Mais le déterminisme économique n'explique certainement pas tout. Pour les doctrinaires du djihadisme, le Centre, en particulier la région de Mopti, n'est pas une terre en friche. Même si l'islam qui y a cours est essentiellement d'inspiration soufie, cette aire a abrité au XIX^e siècle une théocratie longue de quarante ans. S'y ajoutent la conflictualité de systèmes de production reposant sur de délicats compromis, le fossé Etat-administrés devenu la source de crispations identitaires et de récriminations multiples, ainsi que la poudrière foncière.

Or, dans un pays qui peine à se relever de la crise de sa partie Nord, celle du Centre porte en germe des dangers similaires, en aggravant l'érosion d'un capital social dont la résilience ne doit pas être surestimée. Et en devenant le cercle de feu qui pourrait scinder davantage le pays.

C'est toute l'importance de la présente étude qui, au-delà des faits présentés, propose un éclairage sur les enjeux de la crise du Centre et préconise des mesures pour stopper la dangereuse spirale à l'œuvre aujourd'hui. En somme, un précieux outil d'aide à la décision.

Soumeylou Boubèye MAÏGA
Bamako

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
Le contexte	7
Éclaircir les enjeux en cause au Centre du Mali	8
La méthode	9
1. COMPRENDRE L'INSÉCURITÉ AU CENTRE DU MALI	11
1.1 Délimitation de la zone d'étude	11
1.2 Une insécurité multiforme	12
1.3 Les acteurs de l'insécurité	14
2. LES RACINES DE L'INSÉCURITÉ AU CENTRE DU MALI	18
2.1 Une récession économique génératrice d'insécurité	18
2.2 Le Centre ou l'histoire d'une marginalisation	21
2.3 Une stratification sociale sclérosée	23
2.4 La montée d'un sentiment d'injustice	24
3. LE CENTRE : NOUVEAU FOYER DJIHADISTE ?	26
3.1 Le basculement progressif du Centre dans le Djihad	26
3.2 Du « FLM » à la katibat Macina	28
3.3 Le lourd héritage religieux de la région de Mopti	29

4.	HAMADOUN KOUFFA : DU HAFIZ AU CHEF DJIHADISTE	32
4.1	Origines et parcours du prédicateur Kouffa	32
4.2	Les fondements de sa légitimité	34
4.3	Ressources combattantes	37
5.	LES RÉPONSES AGGRAVANTES DE L'ÉTAT	40
5.1	Amalgames et exactions	40
5.2	Formation de milices	42
6.	CONCLUSION : DU POINT DE SUTURE AU POINT DE RUPTURE	45
	Les risques d'une « question peulh »	46
7.	RECOMMANDATIONS	48
	Revoir la place accordée au Centre du pays par l'État	48
	Réviser les modalités de la présence de l'État et des forces de sécurité dans le Centre	49
	ANNEXE	51

INTRODUCTION

Le contexte

Le Mali a connu une triple crise en 2012 : une crise sécuritaire, qui s'est manifestée par l'annexion de deux tiers de son territoire, jusqu'en janvier 2013 ; une crise politique, avec un coup d'État suivi d'un retour heurté à la légalité constitutionnelle ; une crise humanitaire, avec l'exode de plusieurs centaines de milliers de déplacés dans les régions du Sud (Mopti, Kayes, Ségou et Sikasso) et de réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Algérie et Niger).

Sur le plan politique, le Mali est sur le point d'arriver au deuxième anniversaire de la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (2015). Le bilan de deux années d'application de l'Accord paraît des plus mitigés. Au Nord du Mali, les relations entre la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme sont ponctuées de phases de rapprochement et de reprise des hostilités, révélant à la fois les limites d'un accord obtenu *a minima* et le caractère extrêmement précaire et volatile de la situation politique et sécuritaire.

Sur un plan proprement sécuritaire, la menace djihadiste est à son paroxysme. Le 9 janvier 2013, les mouvements djihadistes, forts de leur suprématie, avaient poussé leur avantage plus au Sud en annexant Konna, à 55 km de Mopti. L'intervention française du 11 janvier 2013 a stoppé cette offensive et tenté de restaurer l'intégrité territoriale du pays. Or, l'opération Serval est loin d'avoir éradiqué la menace djihadiste. Si elle a chassé les groupes djihadistes des agglomérations urbaines, ceux-ci se sont repliés dans des zones moins fréquentées, agissant de manière plus discrète et sous couverture.

Malgré la forte présence militaire internationale, la pression exercée par les groupes djihadistes (AQMI [Al Qaeda au Maghreb islamique], Al Mourabitoune, Ansar Dine) s'accroît en effet. A nouveau réunis sous la bannière d'AQMI, ces groupes influencent négativement la mise en œuvre de l'Accord tandis que leur activisme fait de la MINUSMA la mission onusienne de maintien

de la paix la plus vulnérable jamais déployée. Le sol malien a ainsi été le théâtre de près de deux cents attaques en moins de deux ans, causant plusieurs centaines de morts et de blessés.

Surtout, l'insécurité s'est propagée au Centre du pays (Mopti, Ségou) et occasionnellement au Sud (Sikasso, Bamako), sous l'effet conjugué d'une extension de l'influence d'Ansar Dine, grâce aux liens personnels établis par son chef Iyad Ag Ghaly depuis les années 1990 sur l'ensemble du territoire malien, et d'un mûrissement de facteurs endogènes propices au basculement de ces zones dans l'insurrection, qu'elle soit ou non djihadiste. Comme nous le verrons, la dégradation de la sécurité dans le Centre répond avant tout à des logiques proprement locales, sans lien direct avec les groupes armés signataires établis au Nord du Mali.

Éclaircir les enjeux en cause au Centre du Mali

Le Centre a soudainement attiré l'attention des observateurs en 2015, amenant chercheurs, journalistes et décideurs à s'intéresser à cet espace resté jusque-là dans l'ombre de l'actualité. Si la couverture médiatique des événements permet d'attester que l'insécurité gagne en intensité, elle ne permet pas de comprendre qui en sont les vrais acteurs, leurs mobiles ou encore les facteurs et les conséquences de cette insécurité. Une récente étude, publiée par le groupe de réflexion « International Crisis Group » (ICG), donne quelques clés de compréhension, soulignant notamment qu'il s'avère difficile d'identifier les auteurs des attaques commises, pas toujours revendiquées mais fréquemment attribuées aux groupes djihadistes. Pourtant, les groupes qui entretiennent cette insécurité sont nombreux et n'ont pas toujours de teinte religieuse.

Sur le plan historique, la région de Mopti est loin d'être neutre. Au XIX^{ème} siècle, elle abritait en effet la Dina, portée par Cheikh Amadou Barry, qui lança un Djihad pour « purifier » la société musulmane. Cet héritage, autant rejeté que revendiqué par Hamadoun Kouffa, le leader de la katibat Macina d'Ansar Dine, a laissé une empreinte certaine dans l'enseignement islamique qui est pratiqué dans la région. Nous étudierons les enjeux associés à la sphère religieuse à Mopti.

Il conviendra d'analyser comment le Centre du Mali a pu basculer dans la violence que l'on connaît aujourd'hui, en mobilisant à titre explicatif des facteurs autant économiques que sociaux ou politiques. De ce point de vue, la responsabilité de l'État est grande, que ce soit par son inaction ou par son comportement, à certains égards inadapté. Il ne peut y avoir de solution sans que l'action de l'État soit repensée dans cet espace.

Ce *background* de l'histoire et des facteurs de transformation du Centre du pays est essentiel pour comprendre le projet défendu aujourd'hui par Hamadoun Kouffa et pour évaluer la portée de ses prêches. Loin d'être un groupe de quelques dizaines d'individus, comme cela est couramment véhiculé, la katibat Macina est au contraire en phase de structuration et d'extension de son aire d'influence, partant de l'existence d'un foyer de recrutement relativement fertile, notamment au sein de la communauté peulh.

Il convient en définitive d'analyser les contours de ce qui est en train de devenir « un problème peulh », porté par des groupes djihadistes certes, mais surtout par une société civile en pleine effervescence. La question qui se pose également est de savoir si cette question peulh est purement locale ou nationale, ou bien si elle se ramifie à l'échelon régional, la communauté peulh s'étendant du Sénégal jusqu'en Centrafrique et comptant des millions de membres tout au long de cet arc géographique.

La méthode

L'équipe

L'étude repose sur un matériau empirique construit à partir de plus de six cents auditions menées, en quatre-vingt-dix jours et par dix-huit enquêteurs, sous la coordination d'un chercheur principal qui fut lui-même chercheur socio-économiste et acteur humanitaire dans les régions du Nord, en particulier Mopti, pendant plus d'une décennie.

La très grande sensibilité des domaines couverts ainsi que l'amplitude de la recherche ont nécessité de fréquents *turn over* d'enquêteurs dont le niveau d'instruction et l'expérience sont variables.

De plus, il a été nécessaire d'assurer à plusieurs reprises le déplacement de personnes-ressources vers des lieux plus sûrs pour recueillir leurs témoignages : imams, griots, conseillers municipaux, parents ou victimes de personnes appartenant à des mouvements armés en marge du processus de paix.

De même, certaines structures (institutions d'éducation coranique, associations) ont été approchées dans la région de Mopti, dans le cercle de Niafunké et à Bamako.

Enfin, pour mieux comprendre la relation entre les mouvements du Centre et ceux du Nord du Mali, plusieurs ressortissants du Nord ainsi que des personnalités des mouvements armés du Nord, en particulier de Kidal, ont également été consultés.

Les points de contact

La décision d'établir des « points de contact » a été prise par le chercheur principal afin de faire remonter ou de recouper des informations sur des faits ou des acteurs signalés par des personnes-ressources réputées.

Les points de contact sont restés stables et ont été établis dans :

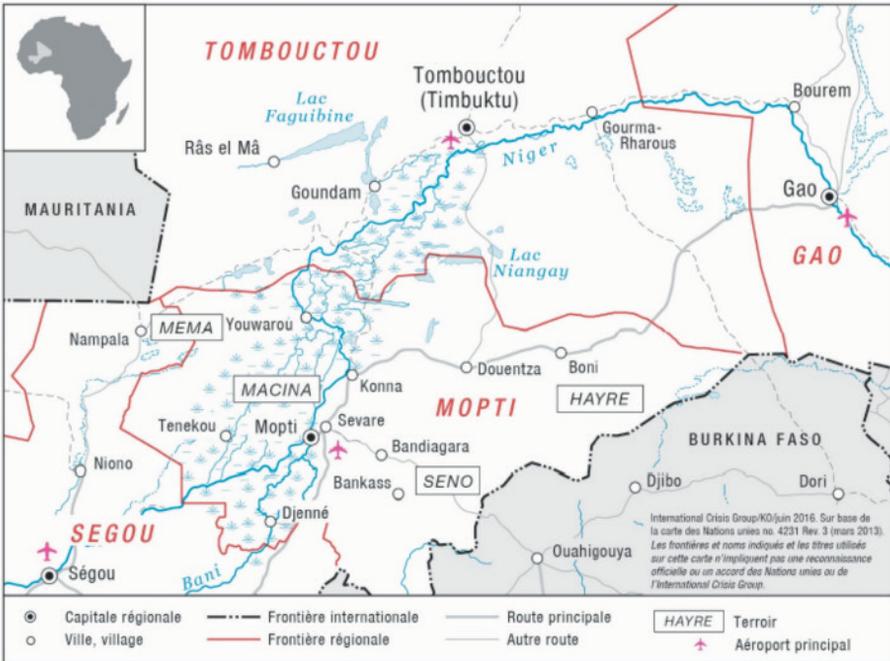
- le Djennéri (dans la zone de Djenné),
- le Macina (toute la zone inondée comprise entre les cercles de Mopti, Ténenkou et Youwarou),
- le Mema Farimaké (zone sèche bordant le Macina entre les régions de Ségou, Tombouctou et Mopti),
- le Nampalari-kareri (zone de Nampala à cheval sur la frontière mauritanienne),
- le Hayire-Jallube (zone de Douentza à cheval sur le Burkina),
- Le Seno Mango, étendue sableuse couvrant Douentza, Koro et Bankass,
- la Vallée du Serpent (Sokolo, Wagadou).

Chacune de ces aires est cruciale dans la production, le traitement et le recoupement de données relatives à l'enseignement islamique, au banditisme, au foncier, à l'accès aux ressources pastorales, à la cohabitation entre les systèmes de production, aux relations inter- et intracommunautaires, etc.

1. COMPRENDRE L'INSÉCURITÉ AU CENTRE DU MALI

1.1 Délimitation de la zone d'étude

Ce que l'on appelle habituellement le Centre comprend les régions de Ségou, de Koulikoro et de Mopti. C'est un *continuum* culturel et socio-économique où les liens entre communautés ont été forgés au cours de siècles d'histoire partagée.



Source : ICG (2016)

Dans le Nord de la région de Ségou,¹ la zone touchée par cette insécurité depuis fin 2014 est celle dite du Nampalari, qui se situe dans le cercle de Niono. Le Nampalari s'étend jusqu'à la région de Tombouctou, la Vallée du Serpent (région de Koulikoro, qui comprend la forêt de Wagadou) et la frontière mauritanienne. La population du Nampalari, majoritairement peulh, compte aussi des Kel Tamasheq et des Maures installés à la faveur des sécheresses des années 1970 et 1980 mais aussi des exactions liées à la rébellion des années 1990. Par sa localisation géographique, le Nampalari a toujours occupé une place stratégique pour les groupes armés.²

A partir de début 2015, la menace s'est répandue dans la région de Mopti,³ le Delta central du fleuve Niger (zone communément appelée le Macina) devenant un foyer d'insécurité, notamment les cercles de Ténenkou, Djenné, Bankass et Douentza. Elle abrite plus de la moitié des ethnies du pays et l'ensemble de ses systèmes de production : agriculture sédentaire, agro-pastoralisme, pastoralisme, pêche sédentaire, pêche transhumante.

1.2 Une insécurité multiforme

L'insécurité au Centre du Mali est classiquement associée à l'activisme djihadiste incarné par Hamadoun Kouffa, dont il est acquis aujourd'hui qu'il fait partie intégrante d'Ansar Dine. Pour autant, d'autres groupes djihadistes (notamment les anciens du MUJAO, le Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest) évoluent dans le Centre, de manière plus ou moins périphérique à Ansar Dine mais tout en se rattachant à AQMI, dont il faut rappeler que l'organisation est réunifiée depuis 2015.

¹ Étendue sur une superficie de 64'947 km², la région de Ségou compte 7 cercles (Barouéli, Bla, Macina, Niono, San, Ségou et Tominián). Elle compte deux millions trois cent mille habitants (Recensement national de la population, 2009).

² Nampala a toujours constitué un enjeu stratégique pour les différents groupes rebelles depuis les années 1990. Le Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA) y était épisodiquement actif même après la signature du Pacte national en 1992, sans doute dans la perspective de contrôler l'accès à la Mauritanie où se trouvaient des réfugiés arabes de la région de Tombouctou. Ibrahim Ag Bahanga, leader de l'ADC (Alliance démocratique pour le Changement) née en 2006, a lui aussi montré un attrait pour ce verrou stratégique du Centre. En 2008, une attaque particulièrement meurtrière perpétrée par ses hommes y avait endeuillé l'armée nationale. Cette attaque décida le Président Amadou Toumani Touré (ATT) à livrer une guerre sans merci à l'irréductible kidalois.

³ Sur une superficie de 79'000 km², la région de Mopti compte 8 cercles (Bandiagara, Bankass, Djenné, Douentza, Koro, Mopti, Ténenkou, Youwarou). Elle compte deux millions d'habitants (Recensement national de la population, 2009).

De fin 2014 jusqu'à la date de publication de cette étude, le Centre a été le théâtre d'activités djihadistes plus ou moins intenses, attribuées (selon la nature des cibles et/ou le mode opératoire) à la katibat Macina d'Ansar Dine (appelée Front de Libération du Macina ou FLM par les médias), mais pas toujours revendiquées par celle-ci. La plupart des attaques sont de nature asymétrique, relevant de l'assassinat ciblé ou de l'embuscade.

Les cibles de cette nébuleuse djihadiste sont :

- les populations autochtones supposées hostiles, dont plusieurs dizaines de ressortissants ont été tués ;
- de présumés collaborateurs de l'administration ou de l'armée, fréquemment exécutés de manière ciblée ;⁴
- des postes ou convois militaires attaqués, là encore de manière ciblée ;
- des imams (cas de l'imam de Barkérou, près de Nampala) et des chefs de villages tués (chef de village de Dogo en avril 2015 par exemple) et remplacés par des sympathisants à la cause djihadiste ;
- des notables de la région,⁵ dont certains originaires de Mopti, Djenné, Douentza ont fui vers Bamako sous la menace des groupes djihadistes.

La psychose subséquente a provoqué le repli vers le Sud de l'administration locale, la fermeture des écoles publiques, l'interdiction d'exercer prononcée contre certaines ONG, laissant le champ libre aux groupes djihadistes pour récupérer à leur profit la population et s'engager dans des activités sociales et éducatives. Plusieurs attaques, dont celle de Boni début septembre 2016, sont destinées à occuper un village ou une ville en vue de mener des activités de prédication avant de se retirer.

Toutefois, derrière les attaques attribuées à Hamadoun Kouffa se dissimulent souvent des règlements de compte locaux de conflits généralement anciens, qui trouvent des solutions violentes du fait du retrait des forces de sécurité maliennes et de l'opportunité qu'offrent les groupes djihadistes ou séparatistes (principalement le MNLA, le Mouvement national de Libération de l'Azawad) d'avoir accès à des armes.

⁴ Le cas le plus emblématique est l'exécution par de présumés djihadistes, le 17 décembre 2015, d'un commerçant du village d'Issey (cercle de Douentza, région de Mopti) soupçonné d'être un informateur des forces de sécurité.

⁵ En avril 2016, trois notables de la commune de Kareri (dont le maire-adjoint) sont tués dans une embuscade près de Ténenkou.

C'est le cas en particulier dans le Hayre à Douentza, où des conflits parfois meurtriers opposent des familles et des clans locaux, certains de l'ancienne aristocratie, d'autres de la jeunesse contestataire, tous avec une implication récente dans la rébellion de 2012 soit aux côtés du MNLA, soit du MUJAO.

En réalité, les sources de cette insécurité sont nombreuses et parfois anciennes. Citons par exemple :

- i. les attaques ayant des mobiles politiques et dont les auteurs sont relativement bien connus des populations qu'ils sont censés défendre, à l'instar de Hama Founé et de son groupe qui, malgré la controverse sur leur passé, passent pour les « avocats » de la cause peulh ;
- ii. les activités criminelles de bandes spécialisées dans le vol de bétail, d'engins à deux roues ou dans les braquages de voitures individuelles ou de transport en commun, écumant le Delta, le Kareri et la Vallée du Serpent ;
- iii. les conflits inter- ou intracommunautaires plus ou moins anciens, courants dans la région de Mopti, le plus souvent liés à l'accès et la gestion des bourgoutières ;
- iv. les affrontements ou risques d'affrontement inter-ethniques opposant généralement les Peulhs à des groupes (Dogons, Bambaras) avec lesquels ils cohabitent pacifiquement en général ;
- v. les règlements de comptes liés à des intérêts matériels (trafic d'armes par exemple, détournement de fonds) ;
- vi. les exactions attribuées aux forces de l'ordre ou de sécurité lors de ratisages contre les djihadistes, qui ont parfois été sources d'amalgame de la part des hommes en tenue et de frustration chez les populations ciblées.

Il n'est donc pas toujours simple de distinguer entre ce qui relève de l'attaque motivée par des buts religieux, et celles qui sont purement criminelles.

1.3 Les acteurs de l'insécurité

L'existence d'un projet djihadiste pensé et cohérent dans le Centre du Mali est contesté par certains observateurs et chercheurs sur la zone. Nous soutenons au contraire que ce projet se construit et se renforce au fil du temps, comme nous le verrons ultérieurement. Pour autant, il serait erroné d'attribuer l'ensemble des attaques commises dans le Centre aux seuls groupes djihadistes. Il existe d'autres acteurs de l'insécurité qui peuvent avoir

noué et continué d'entretenir des liens avec les groupes djihadistes, mais sans partager ni leur agenda ni leurs intérêts.

Les groupes armés identitaires

Un premier groupe, que l'on qualifiera « d'identitaire », s'est fait connaître dans la zone inondée et en particulier dans le cercle de Ténenkou pour cibler les services dits de « répression » (justice, douanes, gendarmerie, eaux et forêts). La figure la plus connue de ce groupe est Hama Founé, ressortissant de Sossobe et ancien combattant dans les troupes de Charles Taylor au Liberia, puis du MNLA. En 1993, Hama Founé était à la tête d'une milice d'autodéfense peulh formée dans le Delta pour contrer la rébellion du MPA (Mouvement populaire de l'Azawad), qui devait être rapidement désactivée lorsque la paix fut revenue. En 2014, il appelait ouvertement les Peulhs à s'organiser et à s'armer pour combattre l'administration étatique, assimilée à une « force d'occupation ».

Son discours à la fois identitaire et égalitaire trouve un écho favorable dans le Delta, en particulier dans la région de Mopti, qui est communément perçue comme « l'eldorado des fonctionnaires », auxquels il est reproché de s'enrichir impunément sur le dos des éleveurs locaux. Le procès de la corruption et des abus des fonctionnaires, instruit contre l'État par les mouvements séparatistes et djihadistes du Nord du Mali en 2012, aura été entendu dans plusieurs régions du Mali, dont Mopti, où la « chasse aux fonctionnaires » est organisée. C'est ainsi qu'un agent des eaux et forêts est exécuté en plein marché et en plein jour à Djafarabé (cercle de Ténenkou), en avril 2014.

Avec un noyau de près de deux cents hommes constituant, selon des parlementaires, le premier contingent de ces « insurgés de l'identité », Hama Founé a intégré le processus de paix en juin 2016 suite à la médiation du Collectif des Députés de la Région de Mopti aidés d'anciens membres de l'appareil sécuritaire et militaire de l'État.

Les bandits armés

Si la pratique de la *razzia* est un moyen coutumier d'accéder à la propriété, il faut souligner d'une part qu'elle est historiquement codifiée, et d'autre part qu'elle a grandement reculé dans le Mali indépendant, qui l'assimile purement et simplement à de la criminalité. Cette criminalité est redevenue quasi ordinaire à partir de 2012.

En effet, les activités de braquage de motos ou de véhicules forains et de vol de bétail sont devenues fréquentes dans le Centre depuis 2012, du fait d'une circulation accrue d'armes et de la formation de groupes armés (notamment liés au MNLA) pratiquant la *vendetta*. Les présumés auteurs sont le plus souvent des Peulhs et des Bellahs originaires de ces zones.

Dans la région de Mopti, les associations d'éleveurs n'ont de cesse de dénoncer l'action des *Terere*, ou voleurs professionnels de bétail, en particulier dans les secteurs de Konna, Sendegué, Moura, Ténenkou, Kareri et Youwarou. Le plus souvent le bétail volé est acheminé vers la Mauritanie, notamment depuis 2014. En réaction, des groupes de jeunes bergers se forment sur les différentes pistes de transhumance pour assumer des fonctions de police à la place des forces de l'ordre régulières, avec tous les risques de dérapage intercommunautaire ou interethnique que cela comporte. Les zones de Sendegué et de Kareri sont à cet égard de véritables poudrières.

C'est une légende moderne que celle de ces nouveaux *Reguebat*, armés de « kalach' » et conduisant des motos de grosse cylindrée, qui écumant les foires hebdomadaires et les marchés à bestiaux de la région. C'est le cas aussi des *Terere*, qui seraient surtout des démobilisés des ex-groupes armés (MNLA, MUJAO) devenus des professionnels de la *razzia*, venant du Nord du Mali et de Mauritanie, et qui affrontent violemment les *Walde* (corporations de jeunes dans les villages).

Voleurs de bétail ou coupeurs du route, ces bandits opèrent surtout là où la psychose des attaques (djihadistes ou identitaires) est forte. Il n'est pas exclu qu'ils recourent à l'épouvantail djihadiste pour sévir, comme cela a été le cas pendant plusieurs mois courant 2015 dans les contrées de Béledougou et de Banamba (région de Koulikoro), où le nom du groupe de Sembené a terrorisé les populations.

Une complicité est-elle possible entre cette nouvelle criminalité en hausse et les groupes djihadistes ? Les populations approchées ne l'excluent pas. Selon elles, une partie du bétail volé peut parfois être rétrocédée aux djihadistes, pour obtenir de ces derniers une protection contre les forces armées maliennes.

2. LES RACINES DE L'INSÉCURITÉ AU CENTRE DU MALI

L'insécurité dans la région centrale du Mali est très directement liée à la crise de 2012. La présence du MUJAO à Douentza dès 2012, l'établissement d'AQMI et d'Ansar Dine jusqu'au Sud de la région de Tombouctou et dans le Nord de la région de Ségou ont offert aux populations des armes et des combattants. De même, comme nous le verrons plus loin, la trajectoire d'Hamadou Kouffa aurait été probablement bien différente s'il n'y avait pas eu la création d'Ansar Dine, qui constitue une étincelle pour le Centre du Mali. Reste que si la crise de 2012 fut l'effet déclencheur de l'instabilité sécuritaire, celle-ci trouve ses origines dans des facteurs plus profonds.

2.1 Une récession économique génératrice d'insécurité

La région de Mopti connaît une récession économique profonde. Les principaux moteurs de la région, laquelle était (et demeure encore malgré tout) le poumon économique du pays, sont en effet en berne : le tourisme, qui représentait 25% de l'économie régionale,⁶ l'agriculture (y compris la pêche) et l'élevage.⁷

Le tourisme a été lourdement touché par l'insécurité croissante au Nord du Mali depuis le début des années 2000 et qui a fini par toucher la région en 2010. L'enlèvement de deux Français à Hombori en 2011⁸ a achevé de réduire à néant le tourisme régional, secteur qui générait près de 20 milliards de FCFA par an, selon le chiffre très conservateur du Ministère du Tourisme. Hôteliers,

⁶ Selon le Président de Région de Mopti, « Mopti, la Venise du Mali désertée par les touristes », TV5 Monde, 24 octobre 2012.

⁷ Le Nampalari est une zone de transhumance où d'importants troupeaux stationnent pendant la saison des pluies de juillet à octobre, occasionnant ainsi un pic d'activité commerciale (vente d'animaux, troc lait-céréales, etc.). La transhumance concerne aussi bien les éleveurs maliens (des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou) que ceux de Mauritanie. En outre, Nampala est situé sur la route du prestigieux marché de Léré fréquenté par les forains du Centre et du Sud du Mali.

⁸ Serge Lazarevic et Philippe Verdon, enlevés le 24 novembre 2011 à 300 km au Nord de Mopti.

transporteurs, piroguiers, guides touristiques et vendeurs ont perdu leurs principaux clients, et nombreux sont ceux qui sont aujourd'hui au chômage.

Plus structurellement, Mopti fait face à un bouleversement de ses systèmes de production depuis les années 1970. Alors poumon de l'économie exportatrice du Mali, représentant 30% des recettes d'exportation du pays⁹ avant la sécheresse de 1973, cet épisode de sécheresse ainsi que les suivants dans les années 1980 vont lourdement frapper l'économie régionale. La faible montée des crues du fleuve Niger en saison des pluies constitue la principale conséquence du bouleversement climatique qui accentue la pression sur les ressources naturelles, alors même que la croissance démographique est parmi les plus élevées au monde.¹⁰ Enfin, il faut rappeler que la paix dans le Delta n'a été et ne reste possible que grâce aux compromis et aux équilibres entre les trois systèmes de production (agriculture, élevage, pêche) trouvés par les producteurs eux-mêmes, qui cohabitent sur un espace réduit.

Cette configuration n'épargne aucune catégorie de la population vivant des ressources naturelles :

- Elle affecte les pêcheurs bozos, nombreux dans la région de Mopti (point de départ traditionnel de « la route du poisson » qui dessert l'Afrique de l'Ouest), accentuant la pression autour de ressources halieutiques en décroissance.
- Les agriculteurs s'en trouvent tout autant affectés, les terres étant bien moins fertiles faute de crue et de pluviométrie suffisantes. En 1986, le Système national d'Alerte précoce établit que la zone située au-delà du 14^e parallèle (c'est-à-dire l'essentiel des cercles de la région de Mopti, ainsi qu'une partie importante des régions de Ségou et de Koulikoro) connaît une insécurité alimentaire chronique, ce qui demeure le cas aujourd'hui.

⁹ Divers rapports des services des Affaires économiques (annuaires statistiques, Douanes du Mali, etc.).

¹⁰ Le taux de fécondité étant conforme à la moyenne nationale à Mopti (6,8 enfants par femme), et le plus élevé de toutes les régions du Mali à Ségou (7,3 enfants par femme). Source : DHS (Demographic and Health Survey), gouvernement du Mali et USAID.

- La diminution des terres agricoles induit moins de pâturages en bourgou, affectant lourdement les éleveurs de la région. Ce contexte a nourri de longue date les tensions dans le Centre entre éleveurs et agriculteurs, mais aussi entre éleveurs, dans un contexte de faible respect des textes régissant le pastoralisme où des litiges fonciers ont été injustement tranchés en défaveur des pasteurs peulhs.
- Le secteur de l'élevage a également été frappé par la chute de ses débouchés commerciaux (notamment vers le reste de l'Afrique de l'Ouest), à telle enseigne que seulement 33% du bétail présenté sur les marchés de Mopti est vendu.¹¹

Si ces conflits fonciers sont anciens, la rébellion lancée en 2012 a aggravé la situation à plusieurs égards. L'insécurité qui a affecté le Nord de la région de Mopti a restreint la mobilité des troupeaux alors que l'élevage extensif est la condition de la bonne tenue de l'économie pastorale. Ces conflits se sont donc encore accentués.

Par ailleurs, l'émergence des groupes armés (MNLA, MUJAO) dans la région en 2012 a modifié les modes de règlement de ces conflits. Le recours aux autorités traditionnelles a été écarté au profit du recours aux acteurs en armes afin de s'imposer par la force. Le cas de Mondoro (cercle de Douentza) est emblématique. Les Peulhs, qui se plaignaient depuis plusieurs années d'une réduction de leurs espaces de pâturage au profit des Dogons, ont rallié le MUJAO en vue de se défendre face aux milices dogons, notamment à la suite de la mort d'une trentaine de Peulhs à Sari en 2012. Les exemples de cette nature ne manquent pas dans le Centre. Citons par exemple encore le village peulh de Toumeri (cercle de Douentza) qui a massivement rallié le MUJAO en raison des tensions qui l'opposaient aux agriculteurs du village de Waro autour de l'utilisation des pâturages. Lors de la « libération » entamée en 2013, nombre de ses combattants ont quitté le MUJAO mais ont continué d'entretenir un climat d'insécurité.

La crise de l'économie régionale constitue donc un terreau favorable au développement de l'insécurité. Outre qu'elle a accentué les conflits de nature

¹¹ C. Hesse, Early Warning System, Oxfam UK, Mopti, 1987.

foncière, elle a également dépourvu d'emploi des populations dans l'incapacité de se reconverter pacifiquement, alimentant au contraire une dynamique criminogène. En effet, le taux de chômage est fréquemment avancé comme une cause directe du basculement de certains jeunes dans le banditisme, notamment le vol de bétail.

Il faut mentionner le cas nouveau du périmètre irrigué d'Alatona dans la région de Ségou, qui garantit l'accès de l'ensemble de ses producteurs bambaras, peulhs, bozos et markas à une propriété foncière sécurisée. Ce privilège unique, dans une zone où l'insécurité foncière est la règle, est perçu comme l'une des causes des différends récents entre Peulhs traditionnellement éleveurs et agriculteurs bambaras. Nombreux sont les Peulhs de cette zone qui expliquent la crise récente du Kareri entre milices de chasseurs bambaras et communautés peulhs¹² dont l'accès à un titre foncier dans le périmètre d'Alatona a été la source de controverses et de contestations depuis 2010.

Le problème du Centre du Mali, principalement de nature économique, est aussi juridique, autour de la juste application des textes devant régir les activités des différents systèmes de production (en particulier les arbitrages entre l'agriculture et l'élevage).

2.2 Le Centre ou l'histoire d'une marginalisation

Historiquement, le Centre est resté à l'écart des dynamiques rebelles. Tout au plus ses populations ont-elles joué un rôle instrumental au profit de l'État malien à travers la formation de milices dès la rébellion de 1990 (Ganda Iso), destinées à appuyer l'armée malienne contre les groupes rebelles, et réactivées à chaque séquence rebelle, y compris en 2012. Ainsi, le Centre a plutôt été la victime de ces différentes rébellions, subissant certains de leurs effets directs comme le développement d'un banditisme qui s'est nourri de la circulation d'armes. On l'a vu, les éleveurs ont payé un lourd tribut, les voleurs de bétail ayant prospéré depuis les années 1990.

¹² Durant les mois d'avril et mai 2016, de nombreuses confrontations ont eu lieu entre des Peulhs et des Bambaras dans la commune de Dioura, entraînant la mort d'une quarantaine de personnes, majoritairement des Peulhs.

Par ailleurs, les populations du Centre n'ont jamais été partie prenante des processus de paix, dénonçant régulièrement le fait que les « dividendes de la paix » soient réservés à ceux qui prennent les armes. Ces dividendes concernent la négociation de positions d'influence politique, l'octroi de projets de développement ou encore la réinsertion des hommes en armes. Rappelons que le discours des « identitaires » encourageait les Peulhs à revendiquer militairement ces avantages. Dans la bouche même d'un parlementaire de Ténenkou,¹³ l'Accord d'Alger n'a pas pris en compte les intérêts des populations du Centre, quand il affirme que « la paix survole Mopti ».

Il est aussi à noter que le Centre du Mali (Mopti, Ségou et Sikasso) a accueilli beaucoup de déplacés du Nord, fuyant les sécheresses des années 1980 et les rébellions de 1990 et de 2012. Certains des déplacés se sont même installés dans des sites de sédentarisation, comme à Tilwat dans la banlieue de Mopti.

Enfin, l'exemple du Nord a fait tache d'huile pour des communautés entières du Centre, qui voient à travers la lutte armée un moyen de renégocier leur position sociale, économique ou politique. C'est contre l'expansion de cette « jurisprudence » extrêmement risquée que des dignitaires peulhs sont en discussion avec l'État pour que leurs communautés soient mieux prises en compte dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation de 2015. De même, la prise en compte plus conséquente des régions du Centre dans les projets de développement économique et social est une revendication de plus en plus audible de différentes associations de la région de Mopti. Enfin, les enjeux autour de la démobilisation des combattants du Centre portée par certains leaders peulhs (religieux, élus ou militaires) participent également de cette logique de la nécessaire intégration des questions du Centre dans le débat de la réconciliation nationale.

¹³ Abderahmane Niang, par ailleurs Président de la Haute Cour de Justice du Mali. Propos prononcés à l'occasion du ralliement de Hama Founé au processus de paix, en juin 2016.

2.3 Une stratification sociale sclérosée

La société malienne – et plus largement sahélienne – reste confrontée à un blocage de l'ascenseur social, tenant à la fois à la rigidité des relations statutaires entre nobles et descendants d'esclaves, notables urbains et populations rurales, imams d'héritage et leaders religieux contestataires d'un ordre intangible, et plus largement entre une jeunesse qui conteste les autorités traditionnelles tout en devenant majoritaire, sous l'effet mécanique d'une croissance démographique qui rajeunit la population.

Si cette dynamique est loin d'être singulière au Centre du Mali, elle trouve ici à s'exprimer avec davantage de force du fait de la présence de groupes armés qui offrent l'opportunité à ceux que l'on appelle des « cadets sociaux » de s'affranchir de ces formes de tutelle. On assiste donc à des recompositions sociales qui ne se font pas dans la douceur mais par les armes, sur le modèle de ce que certaines tribus de Kel Tamasheq (Imghad) ou d'Arabes (Lamhar) ont pu faire au travers de mobilisations armées. La dernière rébellion au Nord a, en particulier, entraîné un profond questionnement de l'ordre établi.

Ces velléités d'émancipation des « cadets sociaux » produisent donc des configurations de violence de différentes natures. Par exemple, les sanglants événements de Bulli Keesi et Boni (cercle de Douentza) durant l'été 2015, qui ont vu s'affronter des communautés peulhs entre elles sur fond d'arbitrage contesté de l'État, trouvent leur source dans des frictions entre familles assumant la chefferie actuelle et des familles « administrées », lesquelles ont vu dans le MUJAO le moyen de renverser l'ordre établi et de prétendre à une forme d'autorité.

Les confrontations déjà évoquées entre Peulhs et Dogons dans le Seeno-Bankass (secteur de Ségué) trouvent également une part de leur origine dans la volonté d'émancipation de jeunes Dogons servant d'éclaireurs à l'armée nationale dans les opérations de ratissage contre les djihadistes. C'est le même désir d'élévation sociale qui anime certaines recrues du groupe de Hamadoun Kouffa appartenant plutôt à d'anciennes classes vassales comme les Rimaibé ou les Bellah.

En fait, le discours égalitariste du djihadisme, que nous observerons plus loin dans cette étude, renforce chez les combattants la conviction que la cause permet de s'affranchir des barrières socioculturelles et d'acquérir une légitimité, qui est en vérité celle, historique et largement connue, de la noblesse d'épée locale : des péripéties de la guerre de Thierno Souleymane Baal contre la dynastie des Deniankobe dans le Fouta Tooro aux expéditions d'El Hadj Oumar dans le Kaarta, en passant par les conquêtes de la Dina de Cheikh Amadou, tous les djihads de cette aire culturelle ont tenté d'imposer les combattants de la foi au sommet de la hiérarchie sociale.

2.4 La montée d'un sentiment d'injustice

Les trois premiers facteurs d'insécurité que sont la paupérisation massive du fait d'une économie récessive, la marginalisation du Centre dans les plans de règlement successifs des crises du Nord et les recompositions sociales le plus souvent violentes, sont tous aggravés par un profond sentiment d'injustice au sein des catégories d'acteurs que nous avons vues ou que nous verrons plus loin. Eleveurs appauvris et menacés, familles de classe sociale considérée inférieure ou leaders religieux non reconnus partagent le sentiment d'être enfermés dans leur situation ou spoliés par des élites locales en collusion avec les représentants de l'État. Dans tous les cas, la mise à l'index de l'État constitue sans doute l'élément le plus inquiétant, car plus qu'un phénomène d'insécurité, elle nourrit un sentiment de rébellion.

Alimentant ce sentiment d'injustice envers l'État, les tensions entre agriculteurs et éleveurs autour des ressources foncières ont été largement exploitées par les agents de l'État (agents des eaux et forêts ou gendarmes), les propriétaires fonciers (les Dioro) bénéficiant d'une complicité financièrement motivée desdits agents pour prélever auprès des éleveurs des impôts jugés abusifs. Ce racket fut grandement facilité par le fait que certains des grands propriétaires de bétail sollicitant l'accès aux pâturages du Macina sont « allogènes » à la zone, car originaires du Seeno et de la Boucle du Niger (dans la région de Tombouctou depuis le découpage administratif des années 1970). Les représentants de la justice malienne dans le Centre sont dès lors régulièrement accusés d'être à la solde des chefferies locales, dans le cadre des différends pouvant les opposer aux administrés.

A ces sentiments catégoriels d'injustice s'ajoute le développement d'un sentiment communautariste peulh construit dans l'opposition à la stigmatisation de la communauté par l'État. Ce sentiment, plus récent car lié à la rébellion de 2012, est pour l'instant localisé, mais étant parfois instrumentalisé pour des calculs politiques ou pour attirer la bienveillance des bailleurs de fonds, il se développe rapidement. Des associations de Peulhs n'ont eu de cesse de dénoncer la multiplication des exactions commises contre leur communauté, allant jusqu'à accuser l'État malien d'en être l'instigateur ou le complice, quand il n'est pas taxé d'indifférence devant de graves violations des droits de l'homme.

Le massacre de Doungoura en mars 2013, perpétré par de présumés éléments du MNLA avec pour bilan une vingtaine de forains peulhs tués, constitue un enjeu mémoriel important pour cette communauté, très souvent rappelé pour accuser l'État d'« indifférence ». Le retour de cet État dans la région, qui s'est traduit par des opérations de désarmement peu ou mal préparées, a été perçu localement comme inéquitable, au motif que les sédentaires auraient été les seuls à devoir déposer les armes. D'ailleurs, pour bien des ressortissants du Centre, les opérations antiterroristes menées depuis 2015 dans leur région ont eu pour seul effet d'accroître ce sentiment d'injustice.

3. LE CENTRE : NOUVEAU FOYER DJIHADISTE ?

3.1 Le basculement progressif du Centre dans le Djihad

Bien avant que la menace djihadiste ne se concrétise dans le Centre du pays à travers des attaques planifiées, celle-ci existait du fait de l'adhésion de communautés de cet espace – alors principalement peulh – à Ansar Dine et au MUJAO, et de l'annexion de certaines zones par ces groupes à partir de septembre 2012 ; avec la prise de Douentza par le MUJAO, l'organisation terroriste contrôlait l'Agacher frontalier du Burkina Faso. L'adhésion d'Hamadoun Kouffa à Ansar Dine remonte à 2012, et il était prévu dès 2013, au moment de l'intervention de Konna, que celui-ci porte le Djihad dans la zone en tant qu'Emir de Konna. Si l'opération Serval a contrecarré ces plans de manière temporaire, ils ont été réactivés de façon très opportuniste en 2014 par Ansar Dine, à mesure d'une part que la pression s'accroissait contre le groupe djihadiste dans son bastion du Nord, dans la région de Kidal, et d'autre part que le groupe d'Hamadoun Kouffa se réorganisait à la suite des pertes importantes enregistrées lors de la bataille de Konna.

La première offensive djihadiste de reconquête du Centre à la suite de la déroute de Konna a ciblé la région de Ségou, avec deux attaques du camp militaire de Nampala en janvier 2015, dans le cercle de Niono.

Dans la foulée, la région de Mopti a été touchée aussi, d'abord dans le cercle de Ténenkou par une attaque à Dioura le 7 janvier 2015, puis à Ténenkou ville à deux reprises, les 8 et 16 janvier 2015. A partir d'avril 2015 d'autres attaques ont lieu, dans le cercle de Douentza (à Boni) et dans le Seno Mango (cercles de Bankass et Koro), au mois de septembre de la même année.

La région de Koulikoro fut également affectée, avec l'attaque du camp militaire de Nara le 27 juin 2015, à proximité de la forêt de Wagadou et de la frontière mauritanienne.

Toutes les zones du Centre sont désormais concernées par l'activisme djihadiste. Le Malilink Investigative Reporting Group recense ainsi 52 attaques commises depuis janvier 2015 (voir Annexe 1) dans le Centre du Mali, sans que la responsabilité de la katibat Macina puisse être à chaque fois prouvée. Le nombre des attaques est probablement bien plus élevé, car il ne tient pas compte des violences localisées, rarement médiatisées quand elles surviennent dans des zones isolées, mais qui mènent souvent à mort d'homme. Il ne recense pas non plus les exactions commises par l'armée malienne à l'encontre de civils.

Ce climat d'insécurité a créé une véritable psychose dans la région, dont témoigne l'attitude des personnes interrogées dans le cadre de cette étude, tout particulièrement dans le cercle de Ténenkou qui concentre le plus grand nombre d'attaques djihadistes. Un villageois du cercle de Ténenkou confie : « Il nous est interdit d'informer l'administration et l'armée de leurs passages répétés dans nos villages, sous peine d'être tués ».

La connexion des groupes djihadistes locaux à la nébuleuse créée au Nord du Mali autour d'AQMI, du MUJAO et d'Ansar Dine ne fait aucun doute. D'une part, un certain nombre des attaques mentionnées précédemment ont été revendiquées par Ansar Dine (communiqué du 3 juillet 2015). L'organisation dirigée par Iyad Ag Ghaly attribue la paternité de ces offensives à sa nouvelle katibat Macina, en parallèle des attentats commis par son autre katibat du Sud (katibat Khalid Ben Walid) à Misseni et Fakola, le long de la frontière ivoirienne. Par ailleurs, plusieurs tracts retrouvés à Sévaré et Ténenkou courant 2014 sont signés d'Ansar Dine, traduisant l'influence du groupe d'Iyad Ag Ghaly dans la région. D'autre part, l'attentat perpétré contre l'hôtel Byblos à Sévaré le 7 août 2015, dont le bilan s'est élevé à 13 morts, a fait l'objet de deux revendications, la première d'Al Mourabitoune (via Al Jazeera), et la seconde d'Ansar Dine (via l'AFP) « avec la bénédiction d'Hamadoun Kouffa ».

Quelle que soit la raison de cette double revendication, qui se reproduira après l'attentat du Radisson Blue à Bamako le 20 novembre 2015, elle traduit l'appartenance croisée de membres de groupes armés originaires du Centre avec les organisations terroristes établies au Nord. Une carte d'identité trouvée sur un assaillant tué qui serait né à Ténenkou tend à confirmer la participation de djihadistes locaux à cette attaque.

3.2 Du « FLM » à la katibat Macina

Le Front de Libération du Macina (FLM) est entouré d'un certain mystère. La dénomination même du mouvement est contestée par de nombreux ressortissants de la région de Mopti, en particulier son *intelligentsia*. L'appellation, selon certaines sources sécuritaires, viendrait de la traduction en français d'un tract trouvé sur le théâtre d'une attaque dans la zone de Nampala. D'autres estiment que le FLM serait apparu pour la première fois sur Internet (un groupe Facebook, en l'espèce) et l'appellation aurait ensuite été reprise sans précaution.

En tout état de cause, cette appellation s'est imposée dans le champ médiatique comme étant le groupe d'Hamadoun Kouffa, allié à Ansar Dine. Or, le groupe d'Iyad Ag Ghaly n'a jamais fait mention du FLM, tandis que ses actions revendiquées dans le Centre le sont au nom de la « katibat Macina ». La première vidéo de cette katibat, diffusée au mois de mai 2016, ne fait d'ailleurs aucunement mention du FLM. Il reste, il est vrai, à expliquer pourquoi des attaques relayées par le très crédible site mauritanien en ligne Alakhbar sont imputées au FLM, ce site étant par ailleurs le canal de revendication principal d'Ansar Dine. Le 21 janvier 2016 en effet, Alakhbar publie une revendication signée du Front de Libération du Macina par rapport à deux attaques : celle contre un poste de police près de Mopti et celle contre la gendarmerie de Koni.

Le communiqué affirme que cela « n'est qu'une suite logique de leur lutte contre les envahisseurs et les mercenaires », qui est en « conformité avec le programme tracé par l'émir Iyad Ag Ghali ». L'affiliation même d'Hamadoun Kouffa au FLM n'est pas vraiment prouvée. L'audition de trois enregistrements récents prêtés à Hamadoun Kouffa ou à ses lieutenants ne fait aucunement mention du FLM. Nous soutiendrons en conclusion que le FLM est une coquille largement vide, ne représentant pas ou plus grand chose sur le plan opérationnel.

En revanche, les relations de Kouffa et d'Iyad Ag Ghaly ne souffrent quant à elles aucun doute, raison pour laquelle il est fort probable que la figure d'Hamadoun Kouffa se cache derrière la katibat Macina, même si rien ne permet à l'heure actuelle de le prouver. De récents prêches attribués à Kouffa (sa voix étant authentifiée par des acteurs qui le connaissent personnellement)

permettent d'affirmer son engagement djihadiste, mais sans faire mention de cette katibat.

Selon leurs proches, les deux hommes se sont connus, côtoyés et mutuellement estimés dans le passé. Si la date de leur rapprochement théologique est sujette à caution, des sources ayant appartenu aux autorités de la Transition de 2012-2013 confirment en tout cas que c'est par l'entremise d'Hamadoun Kouffa qu'Iyad Ag Ghali voulait négocier la mise en liberté de la soixantaine de soldats maliens qu'Ansar Dine détenait prisonniers en avril 2012. Cette marque d'estime traduit la proximité qui liait les deux acteurs depuis plusieurs années.

Cette exigence d'Iyad Ag Ghaly témoigne également du fait qu'Hamadoun Kouffa, s'il pouvait jouer le rôle d'intermédiaire, n'était pas encore *persona non grata* en avril 2012. Toujours est-il qu'Hamadoun Kouffa finira par rejoindre Ansar Dine en juillet 2012, à Tombouctou. Depuis lors, il sera l'homme d'Iyad Ag Ghaly pour le Centre du pays, chargé à partir de juin 2012 de jouer le rôle de messenger entre Kidal dans le Nord du Mali, la Mauritanie et la région centrale pour le compte d'Ansar Dine en 2013 et 2014. Enfin, en 2015, il portera le Djihad dans le Macina au nom d'Ansar Dine.

3.3 Le lourd héritage religieux de la région de Mopti

Comprendre la trajectoire d'Hamadoun Kouffa et sa popularité actuelle ne peut se faire sans évoquer la place de Mopti sur le plan islamique. D'un point de vue historique, la région abritait la capitale de l'Empire peulh du Macina (la *Dina*), à Hamdallaye. Cet empire théocratique (1818-1862), fondé par Cheikh Amadou Barry sur la base de la charia, portait un Islam d'inspiration qaddiriya, une des principales confréries soufies du Sahel.¹⁴

¹⁴ La Dina fut instituée après une guerre victorieuse contre le royaume Bamanan de Ségou qui avait vassalisé une grande partie des populations de l'actuelle région de Mopti. Inspiré par le modèle d'administration qui prévalut dans l'empire Songhoy sous Askia Mohamed au Moyen Age, l'Empire peulh du Macina s'étendait à tout le Delta et la Boucle du Niger, au Seno-Mango (zone exondée de l'actuelle région de Mopti). Il comptait également des protectorats dans le Sahel. L'Islam était la religion d'État sous la Dina, qui disposait de tribunaux dans les provinces administrées. Cheikh Amadou Barry aura pour successeur son fils aîné Amadou Cheickou, lui-même remplacé par son fils aîné Amadou Amadou, qui sera quant à lui vaincu en 1860 par El Hadj Oumar Tall à l'issue d'une guerre dont l'objectif était de répandre la confrérie tijaniya face à la confrérie qaddiriya.

L'un des héritages de cette histoire est la prédominance d'un islam soufi qaddiriya dans la région de Mopti et le Nord de la région de Ségou, notamment au sein de la communauté peulh, à côté d'une minorité tidjaniya bien tolérée (Bozos, Markas, etc.). Cet ancrage rend la région peu perméable aux autres influences islamiques. Ainsi, l'Islam réformé (dit sunnite ou hanbalite/wahhabite) est peu présent à Mopti et surtout au sein de la communauté peulh, comparativement à d'autres régions,¹⁵ notamment en pays dogon où cet islam est fortement représenté. Certains des animateurs historiques de cette école, y compris au Sud, étaient en effet originaires de Bandiagara, Koro ou Bankass, tandis qu'il existe une importante diaspora dogon émigrée à La Mecque, source de cette école. À côté du Plateau dogon, de petites niches hanbalites existent dans le Nord de la Boucle du Niger (entre Youwarou et Niafunké) et le Sud du Gourma (terroirs frontaliers de Douentza-Rharous).

De même, si Hamadoun Kouffa a joué un rôle de première importance dans le développement de la *Jamaat' Tabligh*,¹⁶ le Centre du Mali ne constitue pas l'un de ses principaux « bastions ». Seule une minorité de la trentaine de personnes composant la Dawa locale, surtout des Peulhs mais comprenant aussi des Bozos et des Dogons, ont fait le déplacement au Pakistan, le siège de leur obédience.

Les autres ont surtout des liens organiques avec les mosquées Dawa de la Mauritanie dont les prédicateurs sont relativement actifs dans le Wagadou, la Vallée du Serpent et accessoirement dans des localités des régions de Ségou et Mopti. De l'aveu de nombreux interlocuteurs de la région de Mopti, l'essentiel des partisans de la Dawa a disparu depuis 2013. Cette clandestinité forcée s'explique par le préjugé populaire selon lequel la Dawa serait l'anti-chambre du terrorisme, préjugé fondé sur le constat qu'un certain nombre d'entre eux ont rejoint des groupes djihadistes.

¹⁵ L'histoire de l'école hanbalite (ou, dit-on au Mali, de sa branche wahhabite) dans la région de Mopti remonte à la fin des années 1950. La confrérie fut introduite par un Peulh de Kaka (Sofara). Elle connaît une évolution perçue comme timide dans la communauté peulh.

¹⁶ Le mouvement sunnite indien Jamaat' Tabligh, apparu dans les années 1990 au Mali, n'a pénétré la région de Mopti qu'à la fin de l'année 2016. Usuellement appelé « Dawa » au Mali, ce mouvement partage une proximité théologique avec l'école hanbalite, en dépit de l'existence de tensions entre ces deux courants.

Un second héritage tient à la très forte proportion de médersas, d'écoles coraniques et de Hafiz Al Quran (récitateurs assermentés du Coran) dans la région. Bien qu'il n'existe aucun recensement des écoles coraniques, dites traditionnelles, elles seraient au moins six cents dans la région. Les cercles qui comptent le plus grand nombre d'écoles sont Ténenkou, Djenné, Youwarou et Bandiagara. Toutes les étapes de la formation (tawhid, kitab et tafsir) peuvent y être assurées dans un rayon d'environ cinquante kilomètres. Dans les seuls cercles de Ténenkou, Djenné et Mopti, on dénombre seize foyers d'instruction coranique de grande réputation, véritables lieux de savoir. Citons ainsi Wouro Modi, Sosobe, Nankora Diguiseré, Wuro Ngiya, où se concentre un nombre étonnamment important de Hafiz Al Quran.

En conclusion, ce contexte est propice à une valorisation de la figure d'Hamadoun Kouffa, lui-même Hafiz Al Quran extrêmement réputé et de tradition qaddiriya. Ses talents de prêcheur, comme nous le verrons, résonnent avec une importance particulière auprès d'une jeunesse pour qui l'Islam constitue bien souvent un horizon à long terme. Durant plus d'une décennie, il a circulé dans la région de Mopti pour prêcher, et ainsi se constituer une audience de fidèles dont certains ont immanquablement choisi de le suivre dans ses dérives violentes.

4. HAMADOUN KOUFFA : DU HAFIZ AU CHEF DJIHADISTE

4.1 Origines et parcours du prédicateur Kouffa

Né vers 1961, Hamadoun Sangare *alias* Kouffa est originaire de Niafunké, où ses parents vivaient dans le quartier de Goundam Touksel, avant que son père Hassam Gouro ne vienne assumer ses fonctions d'imam, d'ailleurs très respecté, à Kouffa, de 1974 à 1985.

Le jeune Hamadoun commence ses études coraniques à Diarrassagou (Bankass) chez son premier maître coranique, l'ouléma Alpha Nouh Yalema. Puis il fréquente la prestigieuse école du Wuro Ngija dans le cercle de Ténenkou. Crédité d'une mémoire et d'une intelligence exceptionnelles, il est très vite admis dans le cercle restreint des Hafiz al Quran, c'est-à-dire qu'il devient un connaisseur assermenté du Coran.

Les phases ultérieures de l'exégèse (kitab et tafsir) se déroulent sans accroc, et il côtoie les grands érudits respectés de la région, et au-delà :

- Djoubolo Tounouma à Niafunké,
- Modibo Allaye Yida dans le Macina,
- Oumarou Tioki à Youwarou,
- Oumarou Siguinam de Ballaguiné
- Hamoye Dassi à Sokoura-Sévaré,
- Bara Sibo à Tayikiri-Mopti.

Sollicité et admiré pour son éloquence, les années 1970 sont pour lui celles de l'acquisition du savoir et du positionnement social. On ne le connaît plus que par le sobriquet de Hamadoun « Kouffa ». Il sillonne alors la région de Mopti, notamment la zone de Ténenkou, réputée pour le nombre et la qualité de ses érudits en matière d'Islam. Il s'installe à Sirakorala, à un jet de pierre de Hamdallaye, en 1985.

Ce moment pourrait constituer une étape clé de son processus de radicalisation. Il y côtoie alors les descendants de Cheikh Amadou, de la famille

Barry. Il se dit dans les milieux initiés de la région qu'il aurait alors tenté de se faire adouber dans cette illustre famille dont il partage le patronyme (Sangaré est interchangeable avec Barry), mais en vain. Les Barry ont-ils craint de donner l'onction d'une parenté vénérée à un détenteur de savoir qui finirait par les marginaliser ?

Toujours est-il que les relations se détériorent entre les deux parties et Kouffa commence alors à attaquer les leaders religieux traditionnels et les élites aristocratiques dans ses prêches. En retour, certains religieux répondent par messages audio pour démentir les allégations de Kouffa en se basant sur les préceptes du Coran et de la Sunna. Au nombre de ces religieux, il faut citer le très respecté ouléma Mobbo Hamidou de Konza. En conséquence, nombre d'oulémas du cercle de Mopti se détournent de Kouffa. Qu'importe : ses poèmes de jeunesse célébrant les bergers et l'esthétique peulhs avaient déjà fait un tabac, à la ville comme dans les pâturages. Sa voix, son éloquence fascinent ses auditeurs, et il ne tarde pas à rejoindre les rangs des prêcheurs. A partir de 2001, ses enregistrements circulent dans toute la région de Mopti, et il décroche même une plage dans une célèbre radio du chef-lieu de région, la radio Kunari.

Les étapes de sa radicalisation ne sont pas aisées à restituer. On sait néanmoins que ses heurts avec les autres oulémas de la région se font plus nombreux et plus épiques, et que ses prêches ne font plus de concessions aux autres leaders religieux. En 2004, il aurait adhéré une première fois au mouvement Jamaat' Tabligh, cadre dans lequel il fera un séjour au Pakistan. Il aurait d'ailleurs obtenu un financement de l'organisation au Pakistan pour réhabiliter la mosquée de Sinakoro, à 20 km de Mopti. A son retour au Mali, il aurait quitté le mouvement pendant plusieurs années.

Le débat sur le Code de la Famille en 2010 semble constituer une autre étape clé de sa trajectoire : il multiplie alors les prêches incendiaires contre ce projet de Code de la Famille proposé par le président ATT, et cette posture accroît sa popularité auprès d'un public conservateur que le projet inquiète. Face aux émissaires du pouvoir de l'époque mobilisés pour le ramener à la modération, il résiste et se radicalise.

A son arrivée à Tombouctou, en juillet 2012, il reçoit une formation militaire avant de participer à la rencontre du 7 décembre 2012 à Essakane dans le but de planifier l'attaque de Konna, qui a lieu le 9 janvier 2013. A cette occasion, Kouffa aura été présenté, ne fût-ce que pour l'après-midi du 10 janvier, comme l'imam, voire l'émir selon certaines sources, de Konna. La profondeur de ses connaissances et de ses réseaux à Mopti lui a permis de faire infiltrer des djihadistes à Mopti et de provoquer la défaite de l'armée malienne à Konna. Au cours de l'attaque de Konna, de nombreuses personnes pensent qu'il aurait été tué, y compris certaines autorités traditionnelles de la ville.

Si notre étude ne peut apporter la preuve formelle que Hamadoun Kouffa est encore en vie, une centaine de témoignages recoupés soutiennent toutefois que ce serait bien le cas. Entre les nombreuses sources qui attestent l'avoir vu courant 2016, l'authentification de prêches qui semblent être ultérieurs à janvier 2013 et le témoignage d'habitants de Konna mobilisés pour ensevelir les corps suite aux bombardements français du 11 janvier 2013, tout semble indiquer que l'information de sa mort à Konna est infondée. A Douentza non plus, où il aurait été tué par les bombardements français, aucune preuve de cette allégation n'a pu être établie auprès des personnes généralement chargées du rituel des obsèques. Enfin, si l'épouse de Kouffa n'habite plus Sinakoro, près de Hamdallaye, depuis la profanation en mai 2015 du mausolée de Cheikh Amadou, personne ne témoigne l'y avoir vue observer les quatre mois de deuil auxquels est tenue toute musulmane ayant perdu son époux.

4.2 Les fondements de sa légitimité

L'appréhension de la relative réussite du projet djihadiste porté par Hamadoun Kouffa dans le Centre nécessite de se départir de l'image de la simple figure tutélaire d'un groupe terroriste menant des attaques dans le Centre. Son succès tient à la fois à sa légitimité religieuse et au sens du message qu'il porte depuis de nombreuses années.

Le rapport qu'entretient Kouffa à la Dina est teinté d'ambiguïté. Il n'a jamais ouvertement critiqué le personnage historique qu'est Cheikh Amadou, de même qu'il n'a jamais porté atteinte à l'histoire de la Dina. A un autre niveau, il n'a, à notre connaissance, jamais dénoncé la qaddiriya en tant que courant

soufi, dont il est originaire. De ce point de vue, il est permis de penser que Kouffa inscrit son action dans l'héritage de la Dina et qu'il entend restaurer ce projet peulh théocratique dans le sillage de son illustre ancêtre. D'ailleurs, le village de Kouffa, dont Hamadoun tire son surnom, était l'un des sièges du tribunal islamique de la région de Fittouga dans la deuxième décennie du XIX^e siècle, du temps de la Dina. En plus d'être reconnu pour son érudition islamique, il dispose donc d'une certaine légitimité pour prétendre à ce titre de par ses origines.

L'importance accordée par Kouffa à la zone du Nampalari (qui fut une place forte de la Dina) semble participer de la même logique. Dans la perspective de l'expansion de la Dina vers le Sahel et du contrôle des routes de transhumance, Cheikh Amadou avait rapidement jeté son dévolu sur le Nampalari, où avait été nommé comme gouverneur El Hadj Bougouni, l'un de ses proches, réputé pieux et courageux. Encore aujourd'hui, le Nampalari comme la Vallée du Serpent comptent plusieurs localités connues pour leur piété et leur orthodoxie religieuse à l'image de Banamba (région de Koulikoro) et Yelimané (région de Kayes), qui sont de véritables vitrines de l'islam wahhabite au Mali.

Pour autant, il ne fait plus guère de doute qu'Hamadoun Kouffa ne porte pas en grande estime les descendants de Cheikh Amadou. Ces derniers sont fréquemment qualifiés « d'imposteurs » dans ses prêches et assimilés à des charlatans qui abusent de la bonne foi des musulmans.

En pointillé, c'est le culte des mausolées qui est ici pointé du doigt et qui pourrait donc expliquer la profanation de la tombe de Cheikh Amadou à Hamdallaye, survenue le 3 mai 2015, à quatre jours seulement de la *ziyara* qui célèbre annuellement l'empereur fondateur de la Dina. Bien que cette destruction n'ait jamais été revendiquée, tout porte à croire que l'ombre de Kouffa plane derrière cet acte, qui est très clairement destiné à condamner le culte des saints dont les Barry sont les principaux ordonnateurs.

Plusieurs descendants de Cheikh Amadou auraient d'ailleurs été visés par les attaques de Hamadoun Kouffa. Les Peulhs Wuwarbe, tribu portant le patronyme de Bah, passent pour être les descendants d'El Hadj Bougouni et sont fortement représentés aujourd'hui dans l'imamat régional et l'appareil administratif (mairies et chefferies de village).

D'aucuns pensent que ce sont cette prééminence et le prestige de la descendance qui expliquent le lourd tribut que les Wuwarbe du Nampalari continuent de payer aux djihadistes, auxquels la zone a servi de porte d'entrée dans la région.¹⁷

Sa dénonciation des familles maraboutiques locales se cristallise sur l'existence de rentes de situation par lesquelles ces familles vivent sur le dos des fidèles. Cette dénonciation se double d'une condamnation des élites plus généralement, discours qui semble trouver un certain écho auprès des populations locales. Comme nous l'avons expliqué dans la partie traitant des causes profondes de l'insécurité au Centre, ces élites (religieuses ou traditionnelles) sont accusées d'être complices des autorités nationales pour mieux spolier certaines catégories d'individus. La dénonciation de la corruption des autorités locales revient régulièrement dans les prêches de Kouffa, qui appelle à une société égalitaire, affranchie de toutes classes sociales. Depuis quelques mois, les groupes djihadistes dans la zone auraient interdit aux communautés de porter leurs différends auprès des autorités maliennes.

Cela lui confère l'image d'un justicier pour nombre d'habitants du Centre qui, victimes d'injustices ou de racket, voient en lui un moyen de restaurer une justice plus impartiale. Nous avons évoqué précédemment le cas des éleveurs originaires du Seno rackets par les propriétaires fonciers (Dioro) dans le Macina en complicité avec les agents de l'État. Ce n'est donc pas un hasard si la majorité des éleveurs qui compose le groupe des fidèles d'Hamadoun Kouffa serait originaire du Seno. Hamadoun Kouffa a restauré un certain ordre dans la gestion des bourgoutières et a ainsi étendu son influence aux autres éleveurs, y compris ceux du Macina à qui il promet une transhumance paisible, sans prélèvement d'impôt excessif. En retour, il s'agirait de l'un des modes de financement de son groupe.

L'objet n'est pas ici de légitimer les actions d'Hamadoun Kouffa, mais de faire état d'un problème qui est plus profond qu'une simple « contagion djihadiste ».

¹⁷ Des religieux de cette tribu auraient été rejetés par la katibat Macina lors de désignations d'imams. Par ailleurs, l'imam de Barkehi, un descendant des Wuwarbe a été tué par les djihadistes en 2015. Des descendants de cette tribu ont été récusés comme chefs de villages et certains ont dû quitter la zone de Nampala.

Le Delta est miné par la corruption et l'injustice, constituant par là un terreau extrêmement propice pour tout entrepreneur de cause (djihadiste ou non) qui incarnerait un modèle en rupture avec cet ordre des choses. Au Centre comme au Nord du Mali, les djihadistes ont donné le sentiment aux populations qui vivent sous leur joug qu'ils étaient en mesure d'assurer une justice équitable et d'assurer leur sécurité quotidienne. Ce constat, qui est loin d'être plaisant pour nombre de lecteurs, est une réalité qui s'impose pourtant.

4.3 Ressources combattantes

La portée du discours de Kouffa, couplée à l'appui fourni par Ansar Dine à sa katibat Macina, lui a permis d'étendre considérablement sa zone d'influence. Le Macina constitue le bastion d'Hamadoun Kouffa. Quasiment tous les villages peulhs du Macina auraient des ressortissants auprès de lui, preuve de sa popularité.

Selon notre réseau de contacts dans la région, si les groupes conservaient une certaine forme d'autonomie et étaient guidés par des motivations partiellement différentes jusqu'au début de 2016, la tendance serait aujourd'hui à l'unification de ces groupes sous l'égide de Hamadoun Kouffa. Plusieurs unités (*seryat*) seraient en cours de création. Cette unification ne semble toutefois pas complète, certains combattants djihadistes continuant de revendiquer une certaine autonomie. Dans le Hayre par exemple, certains groupes se veulent autonomes, tandis que d'autres, notamment à Kobou, se réclament d'Al Qaeda. Pour preuve, certaines attaques ne sont pas revendiquées par Ansar Dine ou sa katibat Macina, à l'instar de l'attaque Boni tout début septembre 2016. En outre, le Nord-Est de la région de Mopti est limitrophe de la zone d'influence de l'Organisation de l'État islamique en Afrique de l'Ouest.

Les ressources combattantes d'Hamadoun Kouffa sont elles aussi entourées d'un certain mystère. Ses forces sont évaluées, selon les sources, entre 100 et 150 combattants, un chiffre qui ne doit pas occulter le nombre bien plus élevé de fidèles, d'informateurs, de « sonnettes » et de soutiens logistiques dont il dispose. Comme nous l'avons dit, ses katibats, en cours de constitution, ne sont pas connues du grand public. Il est toutefois permis de catégoriser l'ensemble des acteurs qui soutiennent ou combattent à ses côtés :

- Une partie des Peulhs ayant combattu au sein du MUJAO avant d'être démobilisés en 2013. Nous avons déjà mentionné que ces combattants ont connu des destinées diverses, mais une partie d'entre eux a rejoint Hamadoun Kouffa, singulièrement les Peulhs Djelbodji, arrivés du Burkina Faso en 2012 pour rejoindre le MUJAO. Ils constitueraient une partie de ses effectifs combattants dans le Seno Ferro et le Seno Mango. Le conflit qui les oppose actuellement aux Imghad ne les incite pas à se démobiliser.
- Les éleveurs peulhs constituent probablement le cœur de ses combattants. Principales victimes des rackets dans les bourgoutières, et désormais des exactions de l'armée nationale (voir partie suivante), ils sont particulièrement réceptifs à la propagande de Kouffa. Les diallobe et les badiyan-kobe (respectivement bergers d'ovins et de caprins) sont notamment bien représentés dans son entourage. Étant donné que ce sont eux qui coupent les arbres, ils sont les plus traqués et rackettés par les agents de l'État. Nombre d'éleveurs ont rejoint récemment Hamadoun Kouffa en réaction à la stigmatisation dont ils font l'objet de la part des forces de sécurité.
- Des Talibe (étudiants) d'écoles coraniques du Macina, sous l'influence de leurs maîtres, auraient rejoint Hamadoun Kouffa. Leur nombre est toutefois très difficile à évaluer. Ces maîtres peuvent, selon les cas, avoir facilité ces départs pour des motivations idéologiques ou financières. Il s'agit là essentiellement d'un endoctrinement « innocent », les Talibe étant généralement mineurs.
- En sus des Talibe, il y a également des fidèles qui ont suivi sa trajectoire de longue date. Ses prêches, enregistrés et diffusés à l'intérieur de la zone inondée de Mopti pendant une décennie, comme les émissions radiophoniques hebdomadaires qu'il a animées pendant trois ans sur une radio de Mopti, ont construit une catégorie de fidèles, dont certains ont pu basculer avec lui. Ceux-ci sont convaincus du bien-fondé du Djihad et de ses avantages. La katibat Macina diffuse l'idée selon laquelle lors du passage au paradis, permis par le Djihad, le défunt peut choisir 70 personnes de son entourage pour l'accompagner.
- Les « marginalisés » sont une catégorie d'individus qui n'ont pas rejoint Hamadoun Kouffa pour des motivations religieuses mais davantage pour

rechercher une protection auprès de lui. Nous avons déjà cité des exemples de familles, de villages ou de communautés qui l'ont rejoint afin de se placer sous sa protection. Parmi ces marginalisés, figurent également des catégories de basse classe sociale sensibles au discours égalitaire tenu par Kouffa. Enfin, nous pouvons citer le cas de jeunes bandits (voleurs en majorité), qui, bannis de la ville, se sont tournés vers Kouffa.

- Un certain nombre de ses soutiens sont surtout intéressés par l'argent que leur procure l'adhésion à la katibat Macina. Les combattants sont payés entre 150 000 FCFA au recrutement et jusqu'à 750 000 FCFA pour les kamikazes. Ceux-ci peuvent être endoctrinés ou au contraire n'avoir que très peu de rapports avec la religion.

5. LES RÉPONSES AGGRAVANTES DE L'ÉTAT

5.1 Amalgames et exactions

Dans un contexte de marginalisation historique, tel qu'il est ressenti par les populations du Centre du Mali, toute forme de stigmatisation ne fait qu'accroître ce sentiment et s'avère très dommageable pour la paix sociale. La population du Centre du pays a payé un double tribut en 2012-2013 : celui d'avoir été la victime d'une insurrection au Nord qui a affecté sa sécurité, et celui de s'être trouvée sur le parcours de la remontée de l'armée malienne en 2013.

Dès le début de l'année 2012, les Peulhs ont fait l'objet d'amalgames. En effet, à la suite de la prise de villes ayant entraîné des déplacements de population, plusieurs observateurs soutiennent que des exactions ont été commises par l'armée dans les environs de Sévaré, le cas de dizaines de Peulhs retrouvés morts dans un puits derrière le lycée Hamadoun Dicko de Sevaré étant le plus retentissant.

En 2013, les zones occupées l'année précédente dans la région de Mopti ont été la cible d'un ratissage de l'armée malienne qui s'est accompagné d'injustices et d'exactions, dont des « exécutions sommaires » selon ICG. Les Peulhs ont été les principales populations visées, essentiellement parce qu'il s'agit de la communauté qui était la plus représentée au sein du MUJAO. Ce retour de l'État, donc, n'a pas restauré la sécurité mais l'a au contraire détériorée, du point de vue des populations locales. La principale zone ici concernée est celle de Douentza. Lors de la libération de la ville, l'ordre et la sérénité reviennent temporairement grâce à une forte implication de la hiérarchie militaire qui met en garde les hommes du rang contre tout « délit de faciès ».

Reste que ces efforts ne résistent pas à l'augmentation des attaques et assassinats ciblés imputés aux terroristes ou à la violence d'essence politique et identitaire prêtée à des activistes peulhs. Ainsi, la mort dans des circonstances encore non élucidées d'un marabout de Nuimi Nyiama crée la

psychose au sein de la communauté peulh, qui craint alors d'être massivement assimilée aux groupes terroristes au sein desquels la présence de Peulhs avait été rapportée.

En effet, le développement du djihadisme porté par des Peulhs dans le Centre va accentuer cette tendance à l'amalgame. Dès le mois de janvier 2015, à la suite de l'attaque de Nampala, les opérations de ratissage de l'armée vers Nampala et le Seeno entraînent des bavures. Par ailleurs, plusieurs cas de menaces, sévices ou assassinats ciblés contre des religieux, autorités morales, présumés collaborateurs de l'administration ou personnes jugées hostiles à la présence des groupes terroristes sont rapportés. Devant la recrudescence de l'insécurité, des officiels de Nampala s'installent même dans le chef-lieu de cercle, Niono. Une cinquantaine de jeunes ressortissants de Nampala sont interpellés par l'armée et conduits à la gendarmerie de Bamako avec le déclenchement des opérations de ratissage de l'armée malienne. A la suite de la mobilisation d'associations peulhs, ces suspects sont finalement libérés, faute de preuves.

L'opération Seeno, lancée début 2016 par les autorités maliennes, entraîne les mêmes conséquences. Plusieurs lieux de détention à Mopti et à Bamako ont accueilli de jeunes Peulhs arrêtés lors des patrouilles et des ratissages de l'armée. S'il est reconnu que cette opération a permis de débusquer des djihadistes, de contrôler la forêt de Ségué et de découvrir les caches des contreforts du Plateau dogon, il reste que plusieurs dizaines de villageois peulhs sont aujourd'hui en détention, sans mobile connu. Nombre d'entre eux ont été libérés, mais au terme de nombreux mois, après être passés de service en service, et sans doute avoir subi des pressions, voire des mauvais traitements. Parmi ces Peulhs arrêtés figurent souvent de simples bergers pour qui la détention d'une arme n'était destinée qu'à se protéger des Terere qui s'en prennent à leur bétail. Nombre d'interlocuteurs, y compris certains occupant actuellement des fonctions officielles à Bamako, reconnaissent que ces bavures ne font qu'accroître le ressentiment de la communauté peulh à l'égard des autorités, et surtout qu'il s'agit là d'un facteur de radicalisation dont profite certainement Hamadoun Kouffa.

Les autorités maliennes se désolidarisent de toute exaction dont les militaires se rendraient coupables. Approché par des organisations de défense des droits de l'homme, l'ancien ministre malien de la défense reconnaît qu'il lui

est difficile d'avoir connaissance de tous les manquements de ses hommes en opérations, mais il assure que toutes les dispositions sont généralement prises pour que l'armée se comporte de manière respectueuse des populations. Reste que, jusqu'à présent, aucun cas de militaire traduit en justice ne nous a été notifié par rapport aux récents événements du Centre. En plus de rassurer la communauté peulh sur le fait qu'elle n'est pas l'objet d'une stigmatisation de la part de l'État, mais seulement de militaires mal formés ou cédant à la psychose sécuritaire qui touche le Centre, une telle initiative contribuerait à réduire l'attractivité du discours égalitariste et justicier d'Hamadoun Kouffa.

5.2 Formation de milices

Le sentiment d'insécurité qui a gagné l'ensemble du Centre du Mali s'est développé en parallèle d'un retrait progressif de l'État et de ses forces de sécurité. Par conséquent, certains villages, communautés ou catégories professionnelles ont été et sont toujours tentées de s'organiser en vue de défendre leur territoire.

Il y a tout d'abord les processus de démobilisation combattante impliquant la désormais fameuse liste constituée à l'initiative de l'ex-maire de Sossobe, Hama Cissé : le 9 février 2016, cette liste de près de deux cents combattants a été remise au gouvernement malien par le chef de Bulli Kesi, signifiant ainsi la volonté de jeunes relevant de son autorité de rallier le processus de paix. Le principal chef de groupe armé ainsi démobilisé fut Hama Founé, dont la trajectoire a été précédemment retracée dans cette étude. Or, nombre de combattants impliqués se plaignent d'ores et déjà de ne pas avoir reçu la somme qui leur était promise.

Le risque est alors de créer de nouvelles frustrations parmi des individus armés. De même, certaines régions se plaignent de ne pas avoir été concernées par cette démobilisation et menacent ainsi d'accentuer leurs attaques afin d'être elles aussi entendues.

A l'échelon plus local, des milices se seraient également formées à l'initiative d'élus ou de chefs traditionnels. Ceci a pu se faire sans l'État, à l'instar des présumées milices bambaras, ou bien avec son assentiment, comme ce serait le cas pour des milices de chasseurs.

Les présumées milices bambaras constituées à Dioura n'ont probablement pas été constituées par l'État malien sur le modèle de ce qui aurait été fait à l'époque de l'ancien président ATT avec les milices imghads et arabes. Tout laisse à penser que cela s'est opéré à l'initiative d'un élu de Dioura, lequel se serait chargé d'acheter des armes à Bamako et de bénéficier d'appuis au sein de la gendarmerie locale. Au regard de la faiblesse de l'État central malien, il est plausible que des initiatives locales aient pu se développer sans l'implication d'autorités nationales. Leur réponse aux dramatiques règlements de compte entre Peulhs et Bambaras plaide d'ailleurs en ce sens : déploiement d'une mission officielle de médiation et arrestation des gendarmes de Dioura impliqués dans cette affaire.

La situation paraît quelque peu différente concernant les milices de chasseurs. A l'origine, leurs éléments auraient été utilisés comme éclaireurs par l'armée malienne, avant que, constituées en milices, elles ne s'engagent elles-mêmes dans les combats. Leur succès aurait convaincu les autorités maliennes de bénéficier de leur soutien. Selon plusieurs sources concordantes, Aboubacar El Chenguetti, cadre d'AQMI, aurait été tué en juillet par la milice Somboro, du nom de son chef, Théodore Somboro, actif dans le Seeno. Cette même milice aurait prêté main-forte à l'armée lors d'une embuscade tendue contre elle en mai 2016 dans la forêt de Ségué. Quand bien même des succès sécuritaires seraient obtenus grâce à des appuis paramilitaires, ces milices risquent d'aiguiser les rivalités intercommunautaires, voire interreligieuses.

Théodore Somboro aurait ainsi œuvré à mobiliser une centaine de villages dogons en vue de boycotter les services et les produits peulhs, et aurait demandé aux Dogons de la zone de ne plus confier leur bétail aux Peulhs, ce que, fort heureusement, plusieurs chefs de villages dogons ont fermement refusé. L'activisme de Théodore Somboro et le fait qu'il ait tué un cadre d'AQMI lui ont valu en représailles d'être assassiné au mois d'octobre 2016.

Si le recours à des milices peut s'avérer utile à court terme, il produit davantage d'effets pervers à moyen et long termes et exacerbe la méfiance existant entre les communautés. Plus encore, ces milices opèrent comme un palliatif, illustrant tragiquement la faiblesse de l'État qu'elles ne peuvent en aucune manière suppléer dans sa capacité à restaurer la confiance avec les citoyens. C'est pourtant bel et bien sur ce dernier point que les efforts

devraient se concentrer. Si la tentation est grande de recourir à des formes de sécurité paraétatiques, comme nous l'avons observé, c'est également l'absence d'État qui pousse certaines communautés à s'organiser en milices d'autodéfense sans appui ou aval de l'État. Celui-ci se doit donc d'être extrêmement vigilant afin d'éviter que de nouveaux scénarios semblable à celui de Dioura, au printemps 2016, ne se répètent.

6. CONCLUSION : DU POINT DE SUTURE AU POINT DE RUPTURE

La vocation du Centre du Mali (et en particulier de la région de Mopti) comme point de suture entre le Nord et le Sud ne s'est jamais démentie, tant dans l'histoire que dans l'actualité. C'est en effet une zone qui constitue un *continuum* écologique, économique, sociologique, culturel et culturel.

Rappelons en effet que la Dina de Cheikh Amadou relevait spirituellement des Kounta de Tombouctou, et que son organisation s'était largement inspirée des principes et instruments de gouvernance de l'empire Songhoy, sous Askia Mohamed. Rappelons également que deux des cercles de la région de Tombouctou étaient rattachés à la région de Mopti jusqu'au milieu des années 1970. Rappelons enfin que Mopti a été et demeure le principal client économique des régions du Nord malien, en particulier dans le domaine de l'élevage.

Par ailleurs, cette « question peulh » comporte le risque de se régionaliser. La démobilisation des Peulhs Tolobe et Jelgooji du MUJAO aurait mené nombre d'entre eux à rejoindre Hamadoun Kouffa, créant de fait des passerelles avec les communautés peulhs du Niger et du Burkina Faso. La circulation de Talibe, peulhs ou non, nourrit d'ailleurs de longue date ces relations transnationales, dans toute la bande sahéenne et jusqu'en Centrafrique. Voici plus d'un siècle et demi, le Djihad transnational d'Ousmane Dan Fodio était né sur ce terreau.

Il est hélas évident que ce point de suture est en train de devenir un point de rupture, en raison d'abord de l'onde de choc des rébellions successives du Nord malien, et aujourd'hui à cause de l'insécurité qui frappe le Centre du fait du mouvement djihadiste Ansar Dine, dont la katibat Macina est une unité combattante.

Le risque est de plus en plus prégnant que les turbulences du Centre viennent couper le pays en deux, ce qui pourrait remettre à l'ordre du jour la question de l'indépendance de l'« Azawad » (le Nord du Mali) tout en maintenant dans le Centre une situation d'insécurité propice à toutes les dérives et à tous les calculs.

Les risques d'une « question peulh »

La « question touareg » a longtemps focalisé l'attention des autorités maliennes, et continue de le faire. Cette question touareg, née en 1963 d'un amalgame entre la communauté touareg et l'irrédentisme porté par certains de ses ressortissants, n'a pas été — faut-il le rappeler ? — entièrement résolue depuis. Y a-t-il, à côté d'une question touareg, une « question peulh » émergente ? Rien ne sert de le nier *a priori*, car à de nombreux égards l'engagement de Peulhs dans l'action armée est perçu comme une forme de rébellion, le Djihad étant, comme on l'a vu, un moyen de parvenir à la reconnaissance sociale. A ceci s'ajoute le constat qu'un djihadisme à visage peulh est bel et bien ce qu'Ansar Dine essaye de promouvoir à travers la création de la katibat Macina.

Les conséquences en sont les suivantes : la communauté peulh commence à avoir des rapports tendus avec ses voisins (dogons ou bambaras) dans certaines localités du Centre ; des éléments et représentants peulhs dénoncent de plus en plus une stigmatisation de leur communauté, basée sur des raccourcis et des amalgames ; au moment où des Peulhs innocents sont mis à l'index, des porte-paroles de leur communauté soutiennent que les djihadistes se recrutent dans toutes les ethnies et toutes les communautés ; la « cause » peulh peut servir de prétexte à des groupes armés cherchant plus de légitimité ou de combattants.¹⁸

Qu'il s'agisse de la manière dont les actes d'insécurité perpétrés au Centre sont perçus (posés par des djihadistes ou non), des crispations entre Peulhs et Bambaras, Peulhs et Dogons, Peulhs et Dahoussahaqs, Peulhs et Touaregs, le risque existe de laisser s'installer une question peulh.

La situation telle qu'elle se présente comporte deux dangers : le premier est naturellement celui de la stigmatisation de l'ethnie peulh ; le second est que les communautés peulhs finissent par considérer les « groupes identitaires »

¹⁸ La création en juin 2016 de l'Alliance nationale pour la Sauvegarde de l'Identité peuhle et la Restauration de la Justice (ANSIPRU) illustre l'inquiétude exprimée ici.

ou les djihadistes comme leurs alliés. En effet, tant que les groupes djihadistes parviendront à donner l'image d'être les seuls à répondre aux préoccupations des communautés peulhs, à assurer la sécurité de leur bétail, à fournir une justice équitable et à les protéger des exactions des forces de sécurité, ils continueront de demeurer attractifs et ainsi de recruter au sein de ces communautés. En prenant la ville de Douentza en 2012, le MUJAO s'était appuyé sur des Peulhs dont le leitmotiv était « la fin du pouvoir noir »,¹⁹ par allusion aux Bambaras et aux Dogons, plus largement peut-être aussi au pouvoir central de Bamako.

La « question peulh » en gestation se caractérise par une mobilisation croissante de la société civile peulh, depuis 2012. Cette émergence est une chance autant qu'un risque : une chance de pouvoir s'appuyer sur des acteurs de la communauté peulh pour désamorcer cette dynamique de rébellion à l'œuvre ; un risque au contraire de radicaliser cette société civile si rien n'est fait, et donc de renforcer le risque de rébellion de la communauté dans son ensemble.

Pour l'heure, cette société civile est peu unifiée. L'organisation Tabital Pulaaku constitue un cadre privilégié de défense des intérêts peulhs, mais dont certains doutent de l'efficacité pour porter des revendications politiques, l'association ayant surtout à cœur la défense de la culture peulh. Plusieurs initiatives de la jeunesse peulh (dont le Collectif des jeunes Pulaaku du Mali) sont actuellement engagées, tandis que des personnalités de la communauté peulh²⁰ tentent de réunifier les différentes associations peulhs pour porter cette question au plus haut niveau de l'État. C'est là une opportunité inespérée pour ce dernier de dialoguer avec des acteurs non violents, en vue d'apporter des réponses qui soient à la hauteur des défis posés.

¹⁹ Sambè Ballèbe » en langue peulh.

²⁰ En particulier l'ancien Président de l'Assemblée nationale, Ali Nouhoum Diallo.

7. RECOMMANDATIONS

Revoir la place accordée au Centre du pays par l'État

L'État doit reconsidérer la question du Centre sur de nombreux plans. Il s'agit tout d'abord de **réintégrer le Centre dans le processus de paix**, ce qui a déjà été initié par des processus de DDR dont nous avons vu qu'ils n'ont pas été menés complètement à bien. Cela induit également de remettre les régions du Centre dans le cadre des projets de développement prévus par l'Accord dit d'Alger (afin de compenser les pertes dues à l'insécurité causée par la rébellion) et également de réserver des places aux communautés du Centre dans les instances de suivi de la mise en œuvre de l'Accord. Cela implique enfin de réfléchir à une stratégie de développement pour le Centre au Mali qui intègre les différentes problématiques qui influent sur les dynamiques de conflit dans cet espace : marginalisation de la jeunesse, absence de débouchés pour la production pastorale, cohabitation des modes de production pastoraux et agricoles.

Un accent plus spécifique doit être mis sur l'identification de **mécanismes permettant de renforcer la cohabitation pacifique** entre éleveurs et agriculteurs. Il convient d'envisager des réformes agraires en profondeur compte tenu de la pression croissante, à la fois démographique et foncière. Le Code domanial et foncier, en particulier, mériterait d'être révisé. Le pastoralisme doit être pris en compte dans les plans de réforme au même titre que les questions urbaines et agricoles, qui sont généralement seules considérées. Pour ce faire, il est nécessaire d'impliquer les pasteurs des zones concernées à travers des consultations préalables à la conception de ces réformes.

L'État doit **mettre la jeunesse au cœur des solutions**, partant du constat que cette jeunesse est au Centre des problèmes. Cela passe tout d'abord par une politique d'emploi tournée vers les jeunes. A court terme, des activités HIMO (haute intensité de main-d'œuvre) et des AGR (activités génératrices de revenus) doivent être imaginées en parallèle de dispositifs de formation pour les populations, afin de décourager le risque de basculement des jeunes dans le djihadisme.

Il appartient aussi à l'État d'examiner la question de **la réforme du curriculum de l'école coranique**, une question devenue plus pressante avec la montée de l'extrémisme religieux. Cela avait été d'ailleurs fortement demandé dans plusieurs forums, tant nationaux qu'internationaux, par les pédagogues et les bureaux en charge de l'enseignement en arabe des ministères de l'éducation de la sous-région. C'est donc toute la question de l'avenir professionnel de ceux qui ont suivi le cursus de cet enseignement qui se pose avec acuité.

L'État doit avoir une **approche régionale pour traiter la problématique peulh**, au moins avec le Niger et le Burkina Faso. Sur le plan économique tout d'abord, parce que les économies pastorales de la région sont interdépendantes, dans un contexte de porosité des frontières. La création de débouchés de commercialisation dans le secteur de l'élevage ne peut être pensée qu'à l'échelon régional. Sur le plan sécuritaire ensuite, pour évoquer en particulier le sort réservé aux ex-djihadistes du MUJAO et les ramifications qui s'opèrent entre les communautés peulhs des trois pays. Sur le plan politique enfin, pour rassembler les élites peulhs de la sous-région en vue d'entendre leurs revendications et d'essayer d'y répondre. L'urgence est d'empêcher que ces élites ne succombent à leur tour à la révolte.

Réviser les modalités de la présence de l'État et des forces de sécurité dans le Centre

L'État malien doit être fort mais juste. Il doit affirmer sa présence afin de garantir la sécurité humaine des populations, c'est-à-dire **garantir leur sécurité physique et satisfaire leurs besoins sociaux de base**. Ce n'est qu'à cette condition que l'État dissuadera la population de trouver cette sécurité humaine du côté des groupes djihadistes. Cet État fort ne peut l'être que s'il est juste, l'injustice de la part des fonctionnaires et des forces de sécurité maliens étant au cœur du militantisme qui se développe dans les régions du centre et spécifiquement au sein des communautés peulhs. Cela passe par une vigilance sur le choix des représentants de l'État localement, sur la formation des forces de sécurité déployées. Cela repose surtout sur la fin de l'impunité, de sorte que tout abus impliquant ses représentants soit sanctionné par l'État.

Lutter contre l'impunité, c'est également **enquêter sur les exactions et crimes** commis depuis 2012 par les forces de sécurité, particulièrement à l'encontre des Peulhs. L'instauration de commissions d'enquête constituerait une mesure de confiance à forte portée symbolique, pour autant que ces commissions soient indépendantes et dotées de moyens.

L'image des forces de sécurité étant à ce point entachée dans la région, elles doivent faire des efforts pour orienter leurs actions vers le Community Policing en vue de **rétablir la confiance avec les communautés** et faire de celles-ci des soutiens. Les polices territoriales prévues par l'Accord de 2015 peuvent ici être une solution.

L'État doit absolument **éviter de recourir à des milices d'autodéfense ou de les cautionner** eu égard aux tensions intercommunautaires particulièrement vives dans le Centre. Tout groupe armé formé sur une base communautaire n'aura pour effet que de raidir les autres communautés et de les pousser à rejoindre les groupes djihadistes afin de trouver protection auprès d'eux. La situation dans le Centre et dans la région de Gao depuis 2012 est riche d'enseignements de ce point de vue.

L'État doit également veiller à **redéployer tous ses services en étroite association avec les autorités locales non étatiques**, qui se sentent abandonnées. Les autorités traditionnelles et religieuses, parfois concurrentes, doivent ainsi être davantage impliquées, et de manière conjointe, dans la gestion des affaires locales. En matière religieuse, le renforcement du rôle des cadis tel que prévu dans l'Accord dit d'Alger permettrait d'offrir une justice alternative à celle des groupes djihadistes, sans que cela ne se fasse au détriment de la justice civile.

Annexe :

Liste des attaques recensées dans le Centre
du Mali entre janvier 2015 et septembre 2016

No.	Date	Événement/Attaque	Victimes
1	05 jan 2015	Attaque contre une base de l'armée à Nampala.	10 morts (8 soldats, 2 assaillants)
2	16 jan 2015	Attaque à Ténenkou.	3 morts (2 militaires et 1 civil)
3	14 féb 2015	Attaque contre une base de l'armée dans la région de Mopti.	7 morts (2 militaires et 5 assaillants) et plusieurs blessés
4	17 mar 2015	Un hélicoptère Apache de la MINUSMA s'écrase vers Gao.	2 morts (casques bleus hollandais)
5	01 avr 2015	Attaque contre le camp militaire de Boulkéssi (frontière du Burkina Faso).	3 morts parmi les assaillants
6	04 avr 2015	Attaque contre les locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Boni (cercle de Douentza).	2 morts, 1 blessé
7	06 avr 2015	Attaque de la foire hebdomadaire de Diafarabé par des bandits armés circulant à moto.	1 mort
8	12 avr 2015	Un convoi de l'armée saute sur une mine sur la route entre Diabaly et Nampala.	2 morts et 2 blessés (militaires)
9	22 avr 2015	Assassinat du chef de village de Dogo (Youwarou) par des bandits armés.	1 mort (civil)
10	30 avr 2015	Un véhicule transportant des forains saute sur une mine vers Doro (entre Gossi et Gao).	4 morts et 28 blessés
11	05 mai 2015	Attaque des rebelles de la CMA à Ténenkou (région de Mopti).	11 morts (1 soldat et 10 rebelles) et plusieurs blessés
12	03 mai 2015	Une explosion endommage le mausolée de Sékou.	Aucune victime

No.	Date	Événement/Attaque	Victimes
		Amadou à Hamdallaye ; 37 km de Mopti. L'attaque est revendiquée par le Front de Libération du Macina.	
13	10 mai 2015	Un véhicule de la MINUSMA saute sur une mine à 25 km de Ténenkou.	2 blessés (casques bleus)
14	25 mai 2015	Attaque à la roquette d'une base de la MINUSMA à Tombouctou.	Aucune victime ; revendiquée par AQMI
15	27 juin 2015	Attaque du camp militaire de Nara par un groupe de djihadistes.	12 morts (3 soldats et 9 assaillants) et plusieurs blessés ; revendiquée par Ansar Dine ?
16	01 août 2015	Embuscade contre une escorte de l'armée à 6 km de Toulé (entre Diabaly et Nampala).	6 morts (2 soldats et 4 civils)
17	07-08 août 2015	Attaque à Sévaré contre un camp militaire et enlèvement de civils dans un hôtel par un groupe de djihadistes.	14 morts (5 militaires ; 4 assaillants et 5 civils)
18	10 août 2015	Explosion d'une mine au passage d'un véhicule militaire près de Diafarabé (env. 100 km au sud-ouest de Mopti).	3 morts (soldats)
19	13 août 2015	Assassinat de l'imam du village de Barkérou (3 km de Nampala) par un groupe de djihadistes.	1 mort
20	15 août 2015	Embuscade contre un véhicule civil entre Dogofry et Nampala par des djihadistes.	1 mort et 1 blessé (civils)
21	02 sep 2015	Embuscade contre un convoi de l'AMA près de Diafarabé (environ 100 km de Mopti).	1 mort ; 7 blessés et 1 porté disparu (soldats)
22	13 sep 2015	Attaque contre un poste de sécurité à Ouenkoro (frontière du Burkina) dans le cercle de Bankass par des individus non identifiés.	1 mort et 1 blessé (gendarmes)
23	19 sep 2015	Attaque d'un poste de police à Bi (23 km de Koro et 7 km de la frontière du Burkina Faso) dans la région de Mopti.	4 morts (2 policiers et 2 civils)

No.	Date	Événement/Attaque	Victimes
24	19 sep 2015	Un véhicule de la MINUSMA saute sur une mine à 40 km au nord du camp de la MINUSMA à Gao sur l'axe Gao-Almoussratat.	Aucune victime
25	9 oct 2015	Attaque de djihadistes contre le village de Dounapen (région de Mopti frontière du Burkina Faso).	3 morts (civils) dont le maire-adjoint de la commune
26	29 oct 2015	Opérations de ratissage de l'armée dans les cercles de Bankass, Koro, Douentza, Badiangara et Tominian (Mopti).	5 morts (djihadistes)
27	15 nov 2015	Attaque d'un poste de sécurité à Djénné par des individus armés.	1 mort (soldat)
28	14 déc 2015	Attaque d'un poste sécuritaire par des individus armés à Niono (110 km au nord de la ville de Ségou).	Un blessé et deux disparus (soldats)
29	17 déc 2015	Le Front de Libération du Macina (FLM) décapite un commerçant du village de Issey (cercle de Douentza région de Mopti) l'ayant soupçonné d'être un informateur des forces de sécurité.	1 mort (civil)
30	30 déc 2015	Attaque de la localité de Sokolo (120 km de Nara) par des individus armés.	Aucune victime
31	15 jan 2016	Attaque du marché de Dioura (120 km à vol d'oiseau de Mopti) par des individus armés.	1 mort (agent des eaux & forêts)
32	19 jan 2016	Embuscade contre des gendarmes en mission commandée à 60 km de Mopti.	3 morts (gendarmes)
33	21 jan 2016	Attaque du marché de Kouna (cercle de Macina) par des individus armés.	4 morts (civil) et 1 blessé (gendarme)
34	04 avr 2016	Le député Ilias Goro (PDES - Douentza) échappe à une tentative d'assassinat à Douentza.	1 mort (civil)
35	10 avr 2016	Deux individus armés attaquent et mettent feu à 3 camions privés opérant pour la MINUSMA sur la route entre Bambara Maoudé et Doentza.	Aucune victime
36	13 avr 2016	Attaque d'un poste de l'AMA à Boni par des individus armés.	1 mort (assaillant)

No.	Date	Événement/Attaque	Victimes
37	30 avr 2016	Embuscade tendue contre 3 notables de la commune de Kareri (dont le maire-adjoint) à 60 km au nord-ouest de Ténenkou.	2 morts et 1 blessé (civils)
38	01 mai 2016	Violences intercommunautaires entre Peuls et Bambara dans le cercle de Ténenkou suite à l'assassinat du maire-adjoint de Kareri.	30 morts et plusieurs blessés (civils)
39	22 mai 2016	Un convoi de la MINUSMA saute sur une mine entre Sévaré et Dioura à 22 km au sud-est de Ténenkou (Mopti) puis est pris en embuscade par des hommes armés non identifiés.	5 blessés (casques bleus)
40	29 mai 2016	Un convoi de la MINUSMA saute sur une mine et tombe dans une embuscade tendue par des individus armés à 30 km de Sévaré sur la route Ténenkou-Sévaré.	5 morts et 1 blessé (casques bleus)
41	11 juin 2016	Affrontements entre le GATIA et la milice Ganda Iso près de Douentza.	10 morts (miliciens Ganda Iso)
42	20 juin 2016	Attaque d'un camion sous contrat de la MINUSMA à Akar-Kara à 30 km de Gossi sur la route de Hombori.	1 blessé (civil)
43	09 juil 2016	Attaque d'un poste de contrôle de l'AMA à Dinangourou (Mopti) par des présumés djihadistes.	2 morts et 5 blessés (soldats)
44	11 juil 2016	Embuscade tendue à un convoi civil dans la commune de Wouro-Mody (Mopti) entraînant la mort de l'adjoint au maire.	1 mort (civil)
45	19 juil 2016	Attaque du camp de l'AMA à Nampala par de présumés djihadistes.	17 morts et 35 blessés (soldats)
46	07 août 2016	Affrontements armés entre l'AMA et des individus non identifiés à Kéra (cercle de Ténenkou).	5 morts et 1 blessé (soldats)
47	11 août 2016	Affrontements entre le GATIA et Ganda Izo à Tinhabou (cercle de Douentza).	8 morts (3 GATIA et 8 Ganda Iso)
48		Attaque de présumés djihadistes contre un détachement de l'AMA à 10 km de Boni.	3 morts et 2 blessés (soldats)

No.	Date	Événement/Attaque	Victimes
49	01 sep 2016	Attaque de présumés djihadistes contre le poste de gendarmerie à Bèlènitieni à 10 km de San.	Aucune victime.
50	03 sep 2016	Prise de Boni par des présumés djihadistes qui saccagent des bâtiments administratifs, emportent du matériel militaire de l'AMA qui avait déserté les lieux et enlèvent le maire-adjoint.	Aucune victime.
51	06 sep 2016	Attaque par des présumés djihadistes des villages de Kiro et Gnimignama (Cercle de Dangol-Bore)	3 blessés (civils)
52	09 sep 2016	Attaque de présumés djihadistes contre une escorte de l'AMA près de Boni.	3 morts et 2 blessés (soldats)

Source : Malilink (2016)



Centre pour le dialogue humanitaire

114, rue de Lausanne
CH-1202 Genève, Suisse
Tél. : +41 22 908 11 30

Contact au Mali : +223 20 23 02 13
Courrier électronique : info@hdcentre.org
Site Internet : www.hdcentre.org